

Les affrontements religieux en Europe (1500-1650)

III Jean-Luc Le Cam – 979-10-231-2201-5





Préface de **Lucien Bély**

Approches historiographiques

Les réformés français au cœur des conflits religieux
(vers 1550-1659)

Hugues Daussy

Les affrontements religieux en Angleterre et dans les îles
Britanniques dans la première moitié du XVII^e siècle

François-Joseph Ruggiu

Faire la guerre, faire la paix

« Reconcilier les cœurs des subjects cy-devant divisez » :
les commissaires des édits de pacification au temps des premières
guerres de religion

Jérémie Foa

Affrontements religieux, révoltes et guerres civiles.
Formes et moyens d'une société divisée (XVI^e-XVII^e siècles)

Pierre-Jean Souriac

Affrontements religieux, fractures politiques dans les provinces
méridionales des Pays-Bas espagnols (1521-1579)

Alain Lottin

Clercs de cour et clercs d'État dans les affrontements religieux
européens (1500-1650)

Benoist Pierre

Les affrontements dans le Saint-Empire

Les conflits confessionnels autour des espaces urbains
dans l'Empire au XVI^e siècle

Naïma Ghermani

École, université et affrontements religieux dans le Saint-Empire

Jean-Luc Le Cam

L'invention de la coexistence confessionnelle
dans le Saint-Empire (1555-1648)

Christophe Duhamelle

Couverture :

L'Assassinat d'Henri III (détail), estampe, 1589, BnF, Département des estampes
et de la photographie, fonds Hennin © BnF

ISBN 978-2-64050-626-3



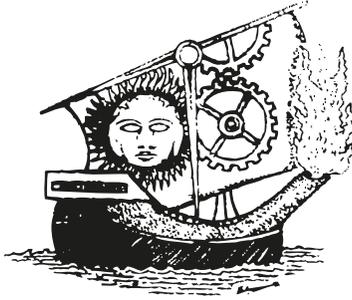
9 782840 506263

SODIS
F138-536

12 €



LES AFFRONTEMENTS RELIGIEUX EN EUROPE
(1500-1650)



Bulletin de l'Association des historiens modernistes
des universités françaises
dirigé par Lucien Bély

Les Affrontements religieux en Europe (1500-1650)

Préface de Lucien Bély



Les PUPS, désormais SUP, sont un service général
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2009
© Sorbonne Université Presses, 2022

ISBN papier : 978-2-84050-626-3
PDF complet – 979-10-231-2192-6

TIRÉS À PART EN PDF :

- Préface – 979-10-231-2193-3
I Hugues Daussey – 979-10-231-2194-0
I François-Joseph Ruggiu – 979-10-231-2195-7
II Jérémie Foa – 979-10-231-2196-4
II Pierre-Jean Souriac – 979-10-231-2197-1
II Alain Lottin – 979-10-231-2198-8
II Benoist Pierre – 979-10-231-2199-5
III Naïma Ghermani – 979-10-231-2200-8
III Jean-Luc Le Cam – 979-10-231-2201-5
III Christophe Duhamelle – 979-10-231-2202-2

Mise en page (2009) : Lettres d'Or
Version numérique (2022) : Emmanuel Marc Dubois/3d2s

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris
tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

sup.sorbonne-universite.fr

TROISIÈME PARTIE

Les affrontements dans le Saint-Empire

ÉCOLE, UNIVERSITÉ ET AFFRONTEMENTS RELIGIEUX DANS LE SAINT-EMPIRE

Jean-Luc Le Cam

Université de Bretagne-Occidentale, Brest (CRBC)

On doit constater la place très modeste de l'école dans les bibliographies du concours et dans les ouvrages sur les Réforme et Contre-Réforme, à l'exception sans doute de celle consacrée aux jésuites, qui sont traditionnellement cités pour leur action déterminée contre le protestantisme, mais pas seulement sous sa forme scolaire. Pourtant, l'école est, en tant qu'instance de socialisation et de formation à l'effectivité croissante dans la période étudiée, un vecteur naturel de la confession. Au niveau le plus modeste, celui des petites écoles de catéchisme, elle a pour mission de faire du baptisé un chrétien conforme ; au niveau intermédiaire, de donner aux collégiens cette *pietas litterata*, piété façonnée de rhétorique et d'humanités, qui forme le substrat nécessaire aux études supérieures et le bagage minimal de l'honnête homme ayant quelque rôle dans la cité ; enfin, au niveau de l'université, de former les cadres civils et religieux de l'État confessionnel ou de l'Église, qu'elle soit territoriale ou se revendique comme universelle.

Partout en Europe, l'affrontement religieux aboutit à des transformations substantielles du système scolaire et universitaire, notamment à l'invention de l'école de catéchisme, à la réforme du collège dans le sens de la confessionnalisation, et même à l'extension de cette préoccupation à des institutions à la finalité plus professionnelle, telles les universités¹.

Dans le Saint-Empire² toutefois, cette problématique acquiert une acuité et une dimension particulière en raison de la combinaison de facteurs rarement réunis ailleurs en Europe :

- 1 Voir ce qu'en disent, pour la France, Roger Chartier, Marie-Madeleine Compère, Dominique Julia, *L'Éducation en France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, SEDES, 1976, ouvrage toujours de référence.
- 2 Je le prendrai ici dans son acception large, comprenant les États patrimoniaux et la confédération helvétique mais sans les Pays-Bas.

- La multiplicité de principautés ayant leur propre Église territoriale, leur administration, parfois même leur université et donc gouvernant les écoles de leur territoire avec la capacité législative et réglementaire. La problématique catholique est quelque peu différente en théorie mais s'en rapproche dans la pratique, les princes prenant souvent en main la politique scolaire en soutenant tel ou tel ordre enseignant dans ses entreprises.
- La proximité ou l'imbrication, sauf en Allemagne du Nord³, des territoires catholiques, luthériens puis calvinistes, parfois même de ces confessions dans un même territoire, ce qui crée une situation de concurrence, sinon d'affrontement.
- L'existence, en même temps, de grands môles de stabilité confessionnelle tels la Saxe ou la Bavière, qui sont en mesure de développer une politique scolaire et universitaire dans la durée et d'exercer à partir de ces bastions une influence sur des territoires moins stables et plus disputés.
- Une forte densité universitaire qui, pour les mêmes raisons de concurrence confessionnelle et territoriale, tend encore à se renforcer pendant la période étudiée, du fait de la volonté des princes de quelque importance de contrôler le flux et la formation de leurs cadres ainsi que leur religion.

Tout cela incite donc à incorporer les écoles et les universités au champ de l'étude des affrontements religieux dans le Saint-Empire.

Toutefois, et c'est une autre remarque préalable, cette fois-ci de précaution, rien n'est joué immédiatement et définitivement : il faut se garder de toute vision téléologique et de plaquer sur le point de départ la situation à l'arrivée, c'est-à-dire celle de deux systèmes bien construits et fortement confessionnalisés. L'école luthérienne prend certes les devants mais elle se cherche et se débat longtemps avec toutes sortes de problèmes avant d'arriver à maturité. Quant aux jésuites ou aux autres ordres catholiques, ils réagissent plus tard et ne font l'histoire qu'à partir de la fin du *xvi^e* siècle. Entre temps, et entre les bastions les plus assurés des deux puis trois confessions, règne plus d'indétermination qu'on ne le croit ordinairement.

Dans un très vaste ensemble de faits et d'interprétations, j'ai choisi de relever quelques points qui se rapportent le mieux à la question des affrontements religieux. On peut les réunir autour de cinq thèses.

3 Et encore, le Nord-Ouest garde quelques enclaves catholiques : les évêchés de Paderborn, de Münster, d'Hildesheim et l'Eichsfeld.

Du point de vue de l'affrontement religieux, les institutions d'enseignement public, c'est à dire l'école et l'université, sont tour à tour, voire à la fois :

- le cadre de l'affrontement, au moins au niveau de l'enseignement supérieur, qui a contribué à lui donner cet aspect très universitaire, caractéristique de la Réforme allemande ;
- l'objet des affrontements ou tout au moins de la critique, surtout dans les deux premières décennies de la Réforme ;
- et donc l'objet de la transformation, autrement dit de la réforme, chaque fois que l'affrontement se traduit par la victoire d'un camp sur l'autre dans un territoire ; et par conséquent l'objet de conflits ou de partages sur le terrain quand les situations sont mêlées ou indécises ;
- l'instrument de conquête et de consolidation des positions dans le cadre d'une émulation et d'une concurrence scolaire aux objectifs variés, du moins c'est ainsi qu'elles sont très clairement comprises par les acteurs de l'affrontement ;
- mais aussi des institutions qui tendent parfois à se séculariser, à s'autonomiser et à obéir à d'autres impératifs que la confession.

Commençons par l'université puisque c'est par elle que tout a commencé.

L'UNIVERSITÉ COMME CADRE ET MODÈLE DE L'AFFRONTEMENT RELIGIEUX

Thèses et disputes : l'aspect universitaire du débat religieux dans l'Empire

On ne peut être que frappé, quand on compare les débuts de la Réforme en France et dans le Saint-Empire, par l'importance qu'a pris dans ce dernier espace le cadre universitaire et ses usages dans le façonnement des premiers affrontements religieux. Une des causes en est sans aucun doute la vitalité intellectuelle de cette institution, liée elle-même à la densité et à la relative jeunesse du réseau universitaire. On peut sur ce contexte et en particulier sur l'université de Wittenberg, renvoyer à la bonne mise au point (en français) de Gérard Chaix dans le recueil édité par Jean-Marie Valentin⁴. Ce dynamisme explique sans doute la légitimité de l'institution à devenir et à rester un cadre essentiel de la querelle religieuse et à lui

4 Gérard Chaix, « Cujus universitas ejus theologia. Martin Luther, Professeur de théologie à Wittenberg », dans Jean-Marie Valentin (dir.), *Luther et la Réforme. Du Commentaire de l'« Épître aux Romains » à la « Messe allemande »*, Paris, Desjonquières, 2001, p. 133-147.

fournir par la *disputatio* une forme privilégiée de débat⁵. En posant la question des indulgences sous forme de thèses à disputer, Luther ne fait certes qu'exercer son métier de professeur de théologie, sous l'une de ses formes canoniques, la *disputatio*, mais il ouvre ce faisant une voie qui en raison de circonstances particulières va donner son visage à bien des affrontements accompagnant l'installation de la Réforme. Alors que Rome entendait rapidement clore l'affaire par un traitement disciplinaire voire judiciaire sur la base d'une condamnation de quarante thèses extraites de ses propositions, Luther, profitant de la protection de l'Électeur de Saxe et plus largement des États allemands, contraint les partisans de Rome à un débat qui va de fait le renforcer. Il s'agit notamment, après celle d'Heidelberg en 1518⁶, de la fameuse dispute de Leipzig en 1519 contre Jean Eck, professeur d'Ingolstadt, relayée par la polémique livresque qui lui donnera l'occasion, à travers une suite de textes fondamentaux publiés en 1520, de prolonger ses thèses et de fournir le premier corpus de la Réforme⁷.

Certes, on pourra objecter que le débat a vite débordé de l'université, grâce notamment à la traduction en allemand des 95 thèses et à la publicité exceptionnelle faite à ces disputes et à ces textes dans le public extra-académique. On pourra aussi relever que d'autres acteurs que des universitaires au sens strict⁸ y ont participé, notamment dans le cadre urbain où la dispute, en langue vulgaire, prend certains aspects, sinon les fonctions, du débat politique. Mais il ne s'agit là malgré tout que de la « vulgarisation » ou de la médiatisation sous forme de discussions qui gardent leur caractère universitaire dans leur construction dialectique et leur recours à un système d'autorités, même s'il se réduit à la Bible pour les réformateurs⁹.

5 Olga Weijers, *La Disputatio dans la faculté des arts au Moyen Âge*, Turnhout, Brepols 2002.

6 Karl-Heinz zur Mühlen, « Die Heidelberger Disputation Martin Luthers vom 26. April 1518 », dans *Semper Apertus. 600 Jahre Ruprecht-Karl-Universität Heidelberg 1386-1986*, dir. W. Doerr et alii, Berlin, Springer 1985, t. I, p. 188-212.

7 Ces écrits essentiels de l'année 1520 sont : *De la papauté de Rome contre les romanistes très célèbres de Leipzig*, juin 1520 ; *À la noblesse chrétienne de la nation allemande sur l'amendement de l'État chrétien*, août 1520 ; *Prélude sur la captivité babylonienne de l'Église*, octobre 1520 ; *De la liberté du chrétien*, novembre 1520.

8 Mais ce sont en tout cas toujours des *Akademiker*, des hommes passés par les universités, et qui en ont pris les usages.

9 Marion Hollerbach, *Das Religionsgespräch als Mittel der konfessionellen und politischen Auseinandersetzung im Deutschland des 16. Jahrhunderts*, Frankfurt a.M.-Bern, Lang, 1982. Thomas Fuchs, *Konfession und Gespräch: Typologie und Funktion der Religionsgespräche in der Reformationszeit*, Köln, Böhlau, 1995.

Cette façon de dégager une vérité religieuse et de l'imposer au corps social et aux institutions ecclésiales et politiques est ensuite reprise comme modèle pour l'introduction d'autres courants de la Réforme. C'est en obtenant du Magistrat de Zürich, contre la volonté de l'évêque de Constance, l'organisation de la dispute publique de ses 67 thèses en janvier 1523 devant 600 personnes (redoublée d'une autre dispute en octobre devant 800 personnes) que Zwingli réussit à introduire la Réforme dans la Suisse alémanique¹⁰. Son exemple est suivi dans la confédération helvétique et en Allemagne par une trentaine de villes dans les deux décennies suivantes, notamment à Bâle (1523), Memmingen et Kaufbeuren (janvier 1525)¹¹, Ilanz (1526), Berne (1528)¹². La dernière dispute urbaine inspirée du modèle zurichois est organisée en 1536, à Lausanne, à l'initiative de Berne qui vient d'annexer le pays de Vaud¹³. À Berne, la dispute introductive à la Réforme menée sur la base de dix thèses de Kolb et Haller, inspirées par Zwingli, prend une durée (du 6 au 27 janvier 1528) et une dimension exceptionnelle : elle attire dans l'église des Cordeliers 250 théologiens de la Confédération et de tout l'Empire, parmi lesquels de grandes pointures¹⁴.

Ces disputes sont initiées par des partisans de la Réforme contre l'avis des autorités catholiques en s'appuyant sur les Magistrats urbains. Mais l'issue d'une dispute peut aussi être favorable aux catholiques quand ceux-ci se donnent la peine de déplacer des ténors et de combattre sur le terrain des réformés, à savoir celui de l'exégèse biblique, comme à Baden dans le canton d'Argovie (16 mai-18 juin 1526) où Jean Eck et Thomas Murner triomphent et obtiennent l'excommunication de Zwingli, absent¹⁵. Tout dépend en fait de qui l'organise et du rapport de force local. Si la

10 C'est la thèse qui ressort de l'étude très fouillée de Bernd Moeller, « Zwingli Disputationen: Studien zu den Anfängen der Kirchenbildung und des Synodalwesens im Protestantismus », *Zeitschrift der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Kanonistische Abteilung*, 1^{re} partie, n° 87, 1970, p. 275-324, 2^e partie, n° 91, 1974, p. 213-364.

11 Peter Blickle, « Urteilen über den Glauben: die Religionsgespräche in Kaufbeuren und Memmingen 1525 », dans N. Fischer, M. Kobelt-Groch (dir.), *Außenseiter zwischen Mittelalter und Neuzeit*, Leiden, Brill, 1997, p. 65-80.

12 Bernd Moeller, « Zu den städtischen Disputationen der frühen Reformation », dans K.-H. Kästner et al. (dir.), *Festschrift für Martin Heckel zum siebzigsten Geburtstag*, Tübingen, Mohr-Siebeck, 1999.

13 Éric Junod (dir.), *La Dispute de Lausanne (1536). La théologie réformée après Zwingli et avant Calvin*, Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise, 1988.

14 Notamment Bucer, Capiton, Oecolampade, Zwingli du côté protestant, Grot, Huter et Träger du côté catholique. Voir Gottfried W. Locher, « Die Berner Disputation 1528 : Charakter, Verlauf, Bedeutung und theologischer Gehalt », *Zwingliana*, n° 14 (10), 1978, p. 542-564.

15 Irena Backus, « The Disputations of Baden (1526) and Berne (1528) : Neutralizing the Early Church », *Studies in Reformed Theology and History*, vol. 1, n° 1, 1993.

formule de la dispute modernisée est la forme privilégiée de la réforme urbaine en Suisse et en Haute Allemagne, des princes l'ont aussi utilisée : Philippe de Hesse organise en 1526 la dispute de Homberg pour adopter le luthéranisme¹⁶ et le comte palatin Frédéric III celle d'Heidelberg (1560), qui le convertit au calvinisme¹⁷. La dispute sert aussi à éliminer les sectaires : le procédé fut utilisé en Suisse pour initier la répression contre les anabaptistes après avoir démontré théologiquement leur nocivité¹⁸ ou à Strasbourg en 1533 pour faire condamner l'illuministe Melchior Hoffmann à la prison à vie¹⁹.

Les colloques de religion, qu'ils soient entrepris à des fins de conciliation interne au camp réformateur à Marbourg en 1529 ou entre toutes les confessions en 1540 et 1541 à Haguenau, Worms et Ratisbonne peuvent être aussi considérés comme un produit secondaire ou dérivé de la dispute universitaire, d'autant plus qu'ils ne sont pas toujours sincères dans leurs attendus ni dénués d'arrière-pensée. On renverra d'une façon générale sur ce point aux travaux d'Olivier Christin²⁰.

Ces affrontements de type universitaire ne sont pas limités aux temps de la genèse de la Réforme. Le Saint-Empire me semble au contraire caractérisé par la récurrence de conflits internes au monde académique.

-
- 16 On la présente aussi comme synode de Homberg, ce qu'elle n'est pas non plus au sens strict. Le franciscain défroncé François Lambert y lut des thèses en faveur de la Réforme. Bodo Fäcke, *Die Homberger Synode von 1526. Die Reformation in Hessen*, Homberg/Efze, Kassel, 2001. Pierre Fraenkel (dir.), *Pour retrouver François Lambert. Bio-bibliographie et études*, Baden-Baden, V. Koerner, 1987. Gerhard Müller, « Die Synode als Fundament der Evangelischen Kirche in Hessen », *Jahrbuch der Hessischen Kirchengeschichtlichen Vereinigung*, 27, 1976. p. 129-146.
- 17 La dispute sur l'Eucharistie avait été organisée en juin 1560 à l'université d'Heidelberg à l'occasion du mariage d'une fille du comte palatin avec le duc Jean-Frédéric de Saxe-Weimar. Les ducs de Saxe-Weimar et de Saxe-Gotha étaient venus avec des théologiens saxons pour essayer d'empêcher la conversion de leur beau-père au luthéranisme. Le résultat de la dispute ne fit que le renforcer dans ses sentiments calvinistes.
- 18 John H. Yoder, *Täuferium und Reformation in der Schweiz. Die Gespräche zwischen Täufem und Reformatoren, 1523-1538*, Zürich, EVZ Verlag, 1968. Hans-Jürgen Goertz, *Die Täufer – Geschichte und Deutung*, München, Beck, 1980.
- 19 Après une dispute l'opposant à Bucer. Klaus Deppermann, *Melchior Hoffmann. Soziale Unruhen und apokalyptische Visionen im Zeitalter der Reformation*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1979.
- 20 Olivier Christin, « La formation étatique de l'espace savant. Les colloques religieux des XVI^e-XVII^e siècles », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 133, juin 2000, p. 53-61 ; « De la dispute au colloque : contraintes et enjeux de la discussion savante (XVI^e-XVII^e siècles) » dans Fabrice Clément (dir.), *L'Inconscient académique*, Genève-Zürich, Seismo, 2006, p. 47-66.

Persistence de la conflictualité universitaire. Les querelles internes au protestantisme

Le monde universitaire de la période de la confessionnalisation apparaît comme particulièrement querelleur, notamment dans ses facultés de théologie. Le siècle qui sépare la paix d'Augsbourg de la paix de Westphalie est rempli de ces combats : querelle des gnésio-luthériens ou orthodoxes contre philippistes ou crypto-calvinistes, elle-même subdivisée en divers épisodes et rubriques²¹, querelle d'Hofman entre théologiens et philosophes, querelle du syncrétisme entre irénistes et orthodoxes²². Il n'est pas question de les détailler ici, elles remplissent depuis longtemps les histoires de la Réforme et du protestantisme²³. On fera juste ces quelques remarques :

On les présente souvent comme conflits entre théologiens²⁴, mais il faut dire qu'il s'agit bien aussi de conflits universitaires en général. Même si quelques uns des contradicteurs sont seulement munis de charges ecclésiales, il y a toujours des universitaires mêlés au conflit, ne serait-ce que parce que tout territoire relève plus ou moins de l'autorité spirituelle d'une université locale, à moins, autre cas de figure, qu'elle soit sollicitée par les autorités comme expert extérieur pour trancher la querelle²⁵. Mais il faut souligner bien plus encore les phénomènes de solidarité entre facultés à l'intérieur d'une université face à la critique venant d'une autre université territoriale, chacun se rangeant derrière son champion : l'affrontement, dans les années 1630-1650, entre Wittenberg soutenant

21 Antinomisme de Johann Agricola (1494-1566), querelle de l'osiandrisme (Andreas Osiander, 1498-1552), du majorisme (Georg Major, 1502-1574), querelle du synergisme entre philippistes et gnésio-luthériens. Sur ces querelles et le triomphe de l'orthodoxie, voir par exemple Bernard Vogler, *Le Monde germanique et helvétique à l'époque des Réformes 1517-1618*, Paris, SEDES 1981, p. 315-323. Sur l'origine du conflit entre philippistes et gnésio-luthériens, voir Ernst Koch, « Der Kursächsische Philippismus und seine Krise in den 1560er und 1570er Jahren », dans Heinz Schilling (dir.), *Die reformierte Konfessionalisierung in Deutschland*, Gütersloh, Gütersloher Verlagshaus G. Mohn, 1986, p. 60-77. Et tout récemment, Ulrike Ludwig, *Philippismus und orthodoxes Luthertum an der Universität Wittenberg*, Münster, Aschendorff, 2009.

22 Jean-Baptiste Neveux, *Vie spirituelle et vie sociale entre Rhin et Baltique au XVII^e siècle*, Paris, Klincksieck 1967.

23 Voir par exemple le chap. VI « Controverses et dialogues », dans *Histoire du christianisme*, dir. Jean-Marie Mayeur, Charles Pietri, André Vauchez, Marc Venard, t. VIII : *Le Temps des confessions (1530-1620)*, Paris, Desclée, 1992, p. 281-322.

24 On parle déjà à l'époque de la rage des théologiens (*rabies theologorum*) et émerge rapidement dans l'ancienne historiographie le type du *Streittheologe* (théologien querelleur).

25 C'est le cas par exemple de Rostock dans la querelle d'Hofman dont on parle ci-dessous. Noter aussi le cumul assez courant des chaires de professeur et de postes de prédicateur ou surintendant.

Abraham Calov et Johann Hülsemann, et Helmstedt, rangée derrière Georg Calixt en est un bon exemple²⁶.

À cet égard, les affrontements internes au protestantisme semblent presque plus importants et graves que ceux qui séparent les protestants du catholicisme. Face à celui-ci, il y a bien sûr les enseignements de théologie de controverse, qui passent par l'exercice de la *disputatio*, d'autant plus nécessaires depuis que la controverse catholique fait un retour en force avec les ouvrages remarquables de Bellarmin²⁷, mais les enjeux ne sont paradoxalement pas les mêmes puisque les positions sont figées depuis 1555 et n'évoluent plus sur le plan théologique mais seulement par conquête territoriale²⁸, ou conversion princière, mais dans ce cas encore surtout à l'intérieur du protestantisme. En revanche, entre protestants, on se dispute sur l'héritage, ce qui n'est pas rien, et là les possibilités d'évolution en fonction de la domination ou de la défaite des écoles théologiques sont réelles. On le voit par exemple dans le conflit entre gnésio-luthériens et philippistes, qui se termine par la défaite des premiers à Wittenberg, qui iront trouver refuge à Iéna, la toute nouvelle université de la Saxe ernestine (1558) concurrente de la Saxe albertine (qui lui avait ravi la dignité électorale)²⁹. À l'inverse ce sont les humanistes qui, après des premiers revers au début du siècle, triomphent des orthodoxes dans les années 1620-1630 à l'université d'Helmstedt, la troisième du monde protestant après Wittenberg et Leipzig, qui rayonne sur toute la Basse-Saxe.

182

La querelle d'Hofman : théologie contre philosophie

Car on se dispute aussi sur la conception de la religion et sur l'autonomie, voire la légitimité par rapport à celle-ci, de la philosophie et des autres

26 Sur la dimension également familiale de ces solidarités, voir Émile Léonard, *Histoire générale du protestantisme*, t. II : *L'établissement*, Paris, PUF, 1961, p. 166-168.

27 Robert Bellarmin, *Disputationes de controversiis fidei christianae adversus hujus temporis haereticos*, 1586-1593. Sur cet enseignement par exemple à Wittenberg, voir K. G. Appold, *Orthodoxie als Konsensbildung. Das theologische Disputationswesen an der Universität Wittenberg zwischen 1570 und 1710*, Tübingen, Mohr-Siebeck, 2004, p. 95-96.

28 Avant la guerre de Trente Ans, il y a l'affaire de l'archevêché de Cologne (1582-1583) où les troupes espagnoles d'Alexandre de Parme venues des Pays-Bas chassent le prélat converti au luthéranisme pour le remplacer par un Wittelsbach garant de l'arrimage au catholicisme de cette principauté électorale tout à fait stratégique.

29 Le philippisme sera lui-même ensuite chassé de Wittenberg en 1574 par l'Électeur qui avait été convaincu de la collusion de celui-ci avec le calvinisme. L'université est ensuite réorganisée en 1577 et 1580 par Jakob Andreae autour de la défense de l'orthodoxie.

sciences. C'est précisément l'objet de la querelle d'Hofman, qui vient d'être réétudiée par la thèse de Markus Friedrich³⁰.

Ce conflit éclate dans le Brunswick au tournant des deux siècles sur fond d'une tension latente entre le consistoire de Wolfenbüttel, capitale du duché, et la faculté de philosophie d'Helmstedt. D'un côté, les luthériens orthodoxes, les professeurs de théologie Daniel Hofman (1538-1611) et Kaspar Pfaffrad, soutenus par le directeur du consistoire Basilius Sattler et suivis par quelques ramistes³¹ ; de l'autre, l'humaniste Johannes Caselius, grand helléniste, son élève le dialecticien Cornelius Martini et la plupart des philosophes, parfois aidés par le chancelier³². Les premiers se méfiaient de Caselius, qui faisait peu de cas des différences confessionnelles, comptait des amis catholiques et calvinistes, critiquait certaines affirmations des théologiens, et avait de surcroît grand succès et prestige auprès des étudiants. En 1598, Hofmann fit soutenir à l'un de ses étudiants un ensemble de thèses *de Deo*, dans lesquelles il était affirmé que l'Église n'avait eu depuis les origines, en dehors de Satan, pas d'ennemis plus mauvais que la « Raison et la Sagesse de la chair ». Les philosophes n'étaient rien d'autre que les patriarches des hérétiques. La querelle s'envenima et fut momentanément tranchée en faveur des humanistes par un décret du duc (1601) : Hoffman fut déposé et dut quitter Helmstedt. Mais le parti adverse reprit pied grâce à la duchesse mère Élisabeth, que Basilius Sattler, en tant que Grand Prédicateur aulique, avait su gagner à leur cause. Le duc Heinrich Julius changea d'avis, tança les philosophes lors d'une inspection de l'université en 1603, et rappela Hofman. Le bruit se répandit alors que les élèves de Caselius et Martini auraient des difficultés à trouver un poste dans l'Église du Brunswick. Le parti des orthodoxes garda cette position dominante au moins jusqu'au début de la guerre dans la région. Mais le silence leur fut imposé cependant par le duc par égard pour l'image de l'université.

Markus Friedrich reprend ce dossier en associant à ces événements les controverses qui se multiplièrent à Magdebourg entre le milieu des années 1610 et la destruction de la ville en mai 1631, et qui constituent selon lui

30 Markus Friedrich, *Die Grenzen der Vernunft. Theologie, Philosophie und gelehrte Konflikte am Beispiel des Helmstedter Hofmanstreits und seiner Wirkungen auf das Luthertum um 1600*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2004.

31 Partisans du système de Petrus Ramus ou Pierre de la Ramée et donc anti-aristotéliens. Helmstedt était devenu un bastion de l'aristotélisme protestant, Horst Dreitzel, *Protestantischer Aristotelismus und absoluter Staat. Die „Politica“ des Henning Arnisaes ca. 1575-1636*, Wiesbaden, Steiner, 1970.

32 Inge Mager, « Lutherische Theologie und aristotelische Philosophie an der Universität Helmstedt. Zur Vorgeschichte des Hoffmannschen Streites im Jahre 1598 », *Jahrbuch der Gesellschaft für Niedersächsische Kirchengeschichte*, 73, 1975, p. 83-98.

un prolongement de la querelle, contrainte de se déplacer dans l'espace pour contourner la censure en vigueur dans le duché de Brunswick. Hors du cadre universitaire, des théologiens mais aussi de simples pasteurs, purent poursuivre une critique de la philosophie touchant aussi bien Helmstedt que Wittenberg. C'est ainsi que la querelle se diffusa dans une bonne partie de l'Allemagne moyenne, profitant de cette mosaïque territoriale qui permet aux contestataires en rupture de se réfugier chez un voisin accueillant. Le conflit est intéressant en ce qu'il mobilise tout l'appareil de décision politique et de définition doctrinale du pays, ainsi que de larges franges des élites sociales, les nobles ayant quelques griefs vis-à-vis du souverain se rangeant du côté d'Hofman. Il met en lumière un contrôle des activités savantes par les pouvoirs politiques alors à son apogée et le débordement d'un conflit philosophico-théologique sur la sphère politique et sociale, la polémique théologique servant d'une certaine façon d'expression à l'opposition politique. À cette fin, Friedrich élabore une typologie des « styles de dispute » qui offre la possibilité de comprendre dans un contexte historique plus large ce qui n'était trop souvent interprété que comme un trait de caractère, ou comme l'intransigeance doctrinale d'un théologien qui se voyait en *Wächter*, veilleur sur les remparts de la vraie foi³³. En face, le principal souci des autorités territoriales était d'éviter que cette polémique ne nuise à la bonne réputation de l'université et par extension au duché, certains documents montrant qu'on était très attentif au jugement de l'Empereur. De ce fait il apparaît que ces disputes ne pouvaient franchir certains seuils de tolérance sans provoquer la disgrâce des participants et le déplacement du débat vers ses formes au détriment de la question posée.

Philipp Büttgen a fait un très bon commentaire sur la portée de ce travail pour l'histoire de la philosophie³⁴. Je reprendrai seulement quelques termes de son analyse concernant la théologie : le refus, au nom d'une doctrine du péché originel poussée à l'extrême, d'une connaissance rationnelle de Dieu pose en fait pour la première fois dans le luthéranisme le problème de la connaissance de Dieu dans les termes d'une épistémologie, et non plus seulement d'une doctrine de la justification. Paradoxalement, Hofman, en niant la possibilité de toute connaissance naturelle de Dieu, a poussé ses adversaires à envisager l'affirmative et à développer un concept de théologie « scientifique », c'est-à-dire académique et professionnalisée, systématisable et accessible à la raison, qui fut celui de l'orthodoxie. Alors

³³ *Ibid.*, p. 115-126.

³⁴ Philipp Büttgen, « Le philosophe et le Saint-Empire. Une question de territoire ? », *Bulletin d'information de la Mission historique française en Allemagne*, 40, 2004, p. 222-238.

qu'Hofman et ses héritiers apparaissent comme les derniers tenants d'une théologie pensée comme un « exercice de foi » que le théologien effectue avant tout sur lui-même. Pour ma part, sans remettre en cause cette analyse, je relèverai que ce n'est qu'un effet secondaire qui ne doit pas faire oublier que le conflit porte aussi sur la capacité de la philosophie à exister en elle-même en dehors de la théologie. Sur ce thème, les humanistes d'Helmstedt étaient en revanche en forte opposition avec l'orthodoxie, ce que les développements ultérieurs de la théologie d'Helmstedt du temps de Georg Calixt (1586-1656), tendant à séparer pratique pieuse et science universitaire, allaient rapidement montrer en provoquant une critique virulente par les universités saxonnes.

La dispute à Wittenberg au temps de l'orthodoxie

La thèse d'habilitation de Kenneth G. Appold sur l'orthodoxie comme formation du consensus, fondée sur l'analyse du système de disputes de l'université de Wittenberg entre 1570 et 1710, vient réviser toutefois cette perception de la conflictualité universitaire et s'efforce de réhabiliter l'image de l'orthodoxie³⁵. Jusqu'ici en effet, cette période du luthéranisme, comprise entre le Livre de Concorde (1580) et l'émergence du piétisme, passait pour celle des disputes stériles sur des points obscurs entre les gnésio-luthériens, gardiens du dogme luthérien, et les philippistes ou crypto-calvinistes, bref, l'époque du juridisme et de la « doctrine morte » (*tote Lehre*). Elle souffrait sans doute d'être prise entre l'époque héroïque de Luther et celle du retour du grand sentiment religieux piétiste. Étudiant les thèses publiées à Wittenberg encadrées par les quatre professeurs de théologie de l'université, il montre que leur fonction n'est pas d'introduire la belligérance et l'affrontement, mais de rechercher la synthèse au service de la vérité religieuse. Productrice de norme donc, la dispute est également un moyen pédagogique de faire progresser les étudiants sur la voie de cette vérité. Il restitue donc à celle-ci sa fonction première, maïeutique et pédagogique, que les 95 thèses avaient peut-être fait oublier. Il étudie aussi les modes d'argumentaire et d'opposition employés contre les autres confessions, catholique et calviniste, en concentrant son analyse sur le corpus des disputes touchant à l'ecclésiologie et révèle ce faisant la relative ouverture des débats et le respect des positions des contradicteurs. Le reproche qui est fait à l'Église catholique est justement de ne pas se considérer comme Église particulière produisant une vérité parmi d'autres, mais de prétendre vouloir surplomber les autres confessions chrétiennes. Mais il insiste surtout sur le fait, repris dans son titre, que ce

35 K. G. Appold, *Orthodoxie als Konsensbildung*, op. cit.

mode de débat sert à dégager du consensus à l'intérieur du luthéranisme lui-même, notamment entre les quatre théologiens de l'université. Ce faisant, il va à l'encontre de l'image, que j'ai reprise moi-même ci-dessus, des déchirements internes au luthéranisme au temps de l'orthodoxie. On doit cependant apporter deux correctifs à cette thèse. Premièrement, elle choisit d'illustrer son propos par l'analyse des disputes sur l'ecclésiologie, un thème sur lequel il n'y a guère de débat à l'intérieur du luthéranisme. Il en irait sans doute différemment sur d'autres questions telle la christologie. Deuxièmement, la construction du consensus constatée ne vaut qu'à l'intérieur de l'université de Wittenberg et notamment de sa faculté de théologie. Or comme nous l'avons suggéré ci-dessus, les universités sont par différents processus (sélection des semblables, tutelle ou censure gouvernementale, esprit de corps) plutôt conduites à s'unir en interne pour mieux faire face à l'adversité. Cette constatation peut donc très bien cohabiter avec celle d'une forte conflictualité interuniversitaire ou même, comme à Helmstedt vers 1600, interfacultaire.

L'UNIVERSITÉ ET L'ÉCOLE, CIBLES ET VICTIMES DE L'AFFRONTLEMENT RELIGIEUX

Objet de la critique

Luther a dû son succès très rapide dans l'opinion au fait qu'il semblait enfourcher des chevaux de bataille déjà bien connus, notamment ceux de la jeune génération d'humanistes, qui lui apporta un soutien enthousiaste. Ceux-ci voyaient dans la *causa Lutheri* une nouvelle *causa Reuchlini*, c'est-à-dire une bataille contre les ordres mendiants, les hommes obscurs de la scolastique, aussi contre des institutions universitaires et ecclésiastiques sclérosées et soumises à Rome. Ce qui importait à Luther n'est devenu clair que très progressivement à ces partisans enthousiastes qui retombèrent alors pour la plupart dans le camp de l'ancienne Église. Mais en attendant, ce lien entre Réforme et combat humaniste fonctionnait comme un quiproquo productif, dont l'université et l'enseignement scolastique faisaient les frais.

La critique que Luther faisait de l'enseignement de son temps était en effet, avant même la querelle des indulgences, un rejet radical de la scolastique, mais plus fondamentalement de tout l'enseignement philosophique et d'Aristote, qu'il accusait d'avoir gâté la théologie³⁶. Il

36 Theodor Dieter, *Der junge Luther und Aristoteles: eine historisch-systematische Untersuchung zum Verhältnis von Theologie und Philosophie*, Berlin, De Gruyter 2001. Otto Hermann Pesch, *Martin Luther, Thomas von Aquin und die*

devait donc disparaître de tout l'enseignement universitaire pour faire place à la vraie théologie et à ses sciences propédeutiques, c'est-à-dire la philologie des langues anciennes. Luther y travaillait avec un certain succès à Wittenberg puisqu'il rapportait avec satisfaction en mai 1517 : « notre théologie augustinienne prospère et règne en maître avec l'aide de Dieu dans notre université. Aristote descend lentement à la rencontre de son déclin définitif »³⁷.

La « vraie » théologie avait donc comme source la Bible et la patristique, en particulier saint Augustin. Comme soubassement à ces études, Luther voulait fonder un nouveau *curriculum* en Arts libéraux comprenant l'étude des trois langues anciennes (dont l'hébreu), des mathématiques, la lecture de Pline, de Quintilien et « quelques autres bonnes leçons ». La Réforme de Wittenberg dirigée par le secrétaire de l'Électeur de Saxe, Georg Spalatin, en 1518 n'alla pas aussi loin et Luther lui-même avait pris entre temps une position plus modérée, sans doute sous l'influence de Melanchthon qui venait de l'humanisme aristotélicien. *L'Appel à la noblesse* en 1520 rejette certes la métaphysique mais accepte que la logique, la rhétorique et la poétique d'Aristote soient lues. C'est sans doute le mérite de Melanchthon d'avoir progressivement gagné Luther à un rapport plus positif à la philosophie en général et à l'aristotélisme, après que lui-même se soit libéré de son humanisme originel et ait rejoint la théologie de Wittenberg. Mais ce retour à Aristote, quelque peu contraint aussi par les réalités, appartient surtout à la phase de reconstruction des universités protestantes qui ne commence que dans les années 1530-1540.

Le programme esquissé dans *L'Appel à la noblesse* comportait aussi l'étude des trois langues anciennes, des mathématiques et de quelques historiens, ce qui rejoignait le plan d'étude des humanistes. Luther se positionnait toutefois de façon très différente. Il ne s'agissait pas simplement d'une différence de forme ou de radicalité, mais de contenu dogmatique. Érasme reprochait à la scolastique la perte du sens de ce qui était effectivement important, à savoir le message éthique du christianisme enfoui derrière des spéculations théologiques et des constructions logiques oiseuses. Pour Luther, la théologie scolastique était dans l'erreur dans son message central sur la foi, ce qu'elle révéla selon lui en condamnant comme

reformatorische Kritik an der Scholastik: zur Geschichte und Wirkungsgeschichte eines Mißverständnisses mit weltgeschichtlichen Folgen, Hamburg-Göttingen, Joachim-Jungius Gesellschaft der Wissenschaft-Vandenhoeck und Resprecht, 1994. Leif Grane, *Modus loquendi theologicus. Luthers Kampf um die Erneuerung der Theologie (1515-1518)*, Leiden, Brill, 1975. Karl Bauer, *Die Wittenberger Universitätstheologie und die Anfänge der deutschen Reformation*, Tübingen, Mohr-Siebeck, 1928.

37 *Ibid.*, p. 44.

hérétique sa propre doctrine néo-augustinienne de la justification. Quant à Aristote, il n'était pas seulement responsable indirectement de cette erreur par sa logique et sa doctrine scientifique, mais il l'était directement par son éthique, dont la version christianisée par la scolastique supposait que l'homme pouvait gagner ses propres mérites. À la différence des humanistes néoplatoniciens, Luther ne cherchait pas d'alternative antique, c'est-à-dire païenne, à la philosophie aristotélicienne. Il lui reprochait en outre sa prétention à résoudre les questions métaphysiques par le recours à la raison. Toutefois, la réforme luthérienne s'entendait comme héritière légitime de l'humanisme. Luther voyait dans la renaissance des Lettres à son époque la main de la Providence faisant à dessein resurgir l'étude des langues anciennes pour permettre la redécouverte de l'Évangile. Cette instrumentalisation de l'humanisme par la nouvelle théologie, qui caractérise le système scolaire protestant, était donc déjà écrite dès les débuts de la Réforme par Luther lui-même.

L'hostilité contre la théologie scolastique et Aristote s'est encore renforcée d'un motif supplémentaire lors de la querelle des Indulgences, car la scolastique est apparue alors à Luther comme l'auxiliaire la plus forte de la papauté dans ce combat : « Une telle tyrannie papiste n'aurait aucune résistance si elle n'avait pas reçu autant d'aide des universités »³⁸. Il écrivait en mai 1518 à son ancien maître d'Erfurt Trutfetter : « Je crois tout simplement que l'Église ne peut pas être réformée si les canons et les décrétales, la théologie scolastique, la philosophie, la logique, telles qu'on les pratique actuellement, ne sont pas détruites et si ne sont pas mises à la place d'autres études »³⁹. La réforme générale de l'Église devait donc commencer par les universités : « C'est pourquoi je considère qu'il n'y a pas de tâche plus digne d'un pape et d'un empereur que la réforme des universités, et à l'inverse qu'il n'y a rien de plus diabolique et terrible que des universités non réformées »⁴⁰.

Ces déclarations sont suffisamment claires pour dédouaner la première Réforme de sa réputation d'hostilité à l'université en tant que telle, mais elles cohabitent avec des attaques à l'emporte-pièce proférées dans la chaleur des combats contre les « hautes écoles ». Celles-ci méritaient, disait Luther dans son commentaire de l'Épître aux Romains de 1521 « qu'on les réduise toutes en poussière : rien n'est venu et ne viendra plus jamais sur terre de plus infernal et diabolique depuis le début du monde ». Dans *l'Appel à la noblesse*, il conseillait aux parents de n'envoyer leurs enfants

38 M. Luther, *Weimarer Ausgabe*. Kritische Gesamtausgabe, 3. Abt. *Tischreden 1531-1546*, t. VI, Weimar, Böhlau, 1921, p. 571.

39 K. Bauer, *Die Wittenberger Universitätstheologie*, op. cit., p. 4.

40 M. Luther, *Weimarer Ausgabe*, op. cit., t. VI, p. 458.

à aucune université « qui ne soit pas gouvernée par la Sainte Écriture » car de telles écoles sont « les portes de l'Enfer ». De telles déclarations ne peuvent pas avoir été sans effets et sont généralement versées comme pièces d'accusation au procès traditionnel contre Luther. Ses adversaires ont en effet dès l'origine posé la question de sa responsabilité dans la grave crise qui touche les écoles latines et les universités dans les années 1520.

Les conséquences de la crise religieuse sur le monde universitaire

La critique de l'université par les premiers réformateurs, qu'elle ait porté sur ses activités (la glose et la dispute), sur son enseignement (la philosophie scolastique) ou sur ses débouchés naturels (le système bénéficial) a eu pour l'institution dans un premier temps des conséquences catastrophiques. La plongée des immatriculations fut drastique, en moyenne à un tiers des effectifs de 1518 dans la décennie 1520-1530, faisant ressembler certains établissements à des déserts⁴¹. Erfurt, de surcroît victime des *Pfaffenstürme* (assauts des étudiants et de la foule contre les institutions ecclésiastiques, notamment les couvents), ne s'en remit jamais vraiment, Cologne ne retrouva jamais au XVI^e siècle son effectif médiéval, Greifswald cesse pratiquement d'exister pendant des décennies. Même Wittenberg, la capitale intellectuelle luthérienne, perd la moitié de son effectif pendant les années 1520, tout en restant cependant en tête du classement.

La cause de cet effondrement est, à entendre les contemporains unanimes, l'irruption de la contestation luthérienne. Mais ils divergent ensuite sur les responsabilités. Les catholiques, même ceux qui étaient de sensibilité érasmiennne, la rejettent sur Luther et ses attaques inconsidérées contre les universités. Selon Érasme en 1528, « là où le luthéranisme règne, les sciences périssent ». Même Melanchthon se demandait sur la fin de sa vie si le déclin des sciences n'était pas de « notre faute » (1557), alors que la crise était pourtant surmontée⁴². Luther en revanche fait dans ses écrits de 1524 et 1530 (voir ci-dessous) une analyse crue de la crise et des motivations de ses contemporains pour les études universitaires que l'on peut résumer ainsi : maintenant qu'il n'y a plus ni prébendes, ni

41 La meilleure synthèse pour notre sujet dans Arno Seifert, « Das höhere Schulwesen : Universitäten und Gymnasien », dans Christa Berg *et alii* (dir.), *Handbuch der deutschen Bildungsgeschichte*, t.1 : Notker Hammerstein (dir.), 15. bis 17. Jahrhundert. Von der Renaissance und der Reformation bis zum Ende der Glaubenskämpfe, München, Beck, 1996, p. 197-374 (sur la crise p. 256-279). Le manuel de Notker Hammerstein, *Bildung und Wissenschaft vom 15. bis zum 17. Jahrhundert*, Oldenburg, Winter, 2003, recense les tendances anciennes et récentes de l'historiographie sur ces questions.

42 Georg Mertz, *Das Schulwesen der deutschen Reformation im 16. Jahrhundert*, Heidelberg, Teubner, 1902, p. 69-72.

bénéfices en vue, les parents se disent à quoi bon étudier. L'atmosphère quasi-révolutionnaire des années 1520 et le discours anticulturel des *Schwärmer* (illuministes, anabaptistes) qui considéraient les études comme inutiles et même nuisibles à la réception de l'inspiration divine par les lumières intérieures, sont une cause conjoncturelle supplémentaire de cette désaffection. Mais les efforts nécessaires pour faire face par la suite à la désaffection des étudiants pour la théologie font penser que la Réforme a provoqué un changement plus profond, structurel, dans l'économie des études.

Toutes les universités furent donc touchées et si le niveau global des immatriculations retrouva en 1540 celui d'avant la crise, les hiérarchies avaient totalement changé, ceci d'autant plus que la division confessionnelle avait entraîné des créations nouvelles. En tête se retrouvaient quatre universités luthériennes : Wittenberg, Leipzig, Helmstedt (fondée en 1576), Francfort-sur-l'Oder⁴³, la première université catholique, Ingolstadt, seulement au cinquième rang, Cologne au dixième, Heidelberg, la première calviniste, au neuvième rang. Commence donc cette domination des grandes universités protestantes qui devient la caractéristique de l'Allemagne pour plusieurs siècles.

En même temps, ces établissements qui réussirent à revenir à la prospérité ne le firent pas sans profondes réformes de leur organisation et de leur financement, qui modifièrent le type même de l'université allemande et lui donnèrent ses caractéristiques si particulières. Pour faire face à la désaffection des étudiants, on dut abandonner le système des régents et leur rémunération par écolage (*Hörgeld*), qui fut supprimée partout au profit de postes d'*Ordinarii* financés par l'État territorial sous diverses formes (en puisant notamment dans les revenus des anciens monastères)⁴⁴. C'était étendre à la faculté des Arts un système qui existait déjà dans les facultés supérieures, ce qui contribuait à rapprocher celle-là de celles-ci. Alors qu'au même moment les facultés des Arts en Occident se « secondarisaient » dans les collèges, elles copiaient dans le Saint-Empire l'organisation des facultés supérieures, prenant d'ailleurs en général le nouveau nom de faculté de philosophie.

L'autre mesure fut de « payer » les étudiants. Jusque-là effectivement, l'attrait des bénéfices et des prébendes suffisait à attirer suffisamment de candidats aux études. Pour reconstruire une Église protestante sur les

43 Franz Eulenburg, *Die Frequenz der deutschen Universitäten*, Leipzig, Teubner 1904. En français, voir B. Vogler, *Le Monde germanique et helvétique à l'époque des Réformes*, op. cit., p. 410-412.

44 A. Seifert, « Das höhere Schulwesen », art. cit., p. 259-262. Wittenberg, Leipzig et Francfort-sur-l'Oder avaient déjà supprimé les écolages peu avant la crise.

décobres de l'ancienne, dans le contexte troublé par les révoltes des années 1520, il fallait désormais aller chercher les bonnes intelligences (« *gute ingenia* ») c'est-à-dire les élèves pauvres en finançant leurs études par des bourses. Philippe de Hesse le dit explicitement en fondant sa nouvelle université de Marbourg en 1527. Ce système attire les sarcasmes d'Érasme, mais même la catholique Bavière commence en 1556 à mettre en place un système de bourses d'État à partir des bénéfiques vacants. Ce système était conçu au début pour toutes les facultés mais tend à être réservé aux études théologiques ou à leurs études propédeutiques à la faculté de philosophie, parce que l'on n'a aucun mal à recruter juristes et médecins, qui viennent de milieux plus favorisés. Ces boursiers s'engagent donc par écrit à servir le prince dans son Église ou son État, ce qui inclut aussi les postes d'enseignants. À côté de l'étudiant libre, se dessine le type du boursier étudiant en Arts et/ou théologie, déjà promis au service de l'Église et de l'école, produit caractéristique de la Réforme, qui a fortement contribué à façonner l'image de la (petite) université protestante, bien au-delà de l'époque que nous étudions⁴⁵.

Ces transformations structurelles, conséquences directes de la crise de l'université médiévale prise sous le feu de la critique luthérienne, sont l'effet le plus important de la Réforme sur le système universitaire, et le plus durable dans le temps⁴⁶. Les deux autres conséquences également importantes sont bien entendu la confessionnalisation et la territorialisation de l'université. Même si l'on constate quelques exceptions qui relèvent de la curiosité anecdotique, l'ancienne *peregrinatio academica* se réduit en effet désormais au réseau des universités de même confession⁴⁷. Ainsi est brisée l'ancienne communauté médiévale universitaire, à l'instar de celle de l'Église. Les universités se définissent désormais avant tout par leur confession. Certes de larges pans de leur enseignement, dans les Arts libéraux, le droit ou la médecine, sont de fait indifférents à ce point de vue. Mais le sommet de l'édifice reste constitué par les facultés de théologie qui sont, comme on l'a vu, autant de bastions qui se livrent entre elles à des guerres de controverse et se piquent de former dans la

45 *Ibid.*, p. 271-273.

46 Selon la démonstration très convaincante du regretté Arno Seifert, *ibid.*, p. 273-279, qui place là l'origine des particularités de l'université allemande et non pas dans les réformes de Humboldt comme on le fait ordinairement.

47 A. Seifert affirme (*ibid.*, p. 278) que l'exclusivisme confessionnel ne vaudrait que pour les personnels et non pour les étudiants, évoquant le cas de pérégrinations académiques interconfessionnelles, mais ce sont vraiment des exceptions et des curiosités, plus courantes sans doute en droit et en médecine, ou justement des cas de migrants confessionnels. Étudiant les biographies de sermons funèbres des élites luthériennes, je n'ai jamais trouvé d'exemple de ce type.

bonne doctrine les cadres du pays. Cette professionnalisation va donc de pair avec la territorialisation, faisant émerger le nouveau concept de *Landesuniversität*, d'université territoriale, à vrai dire déjà en germe avant la Réforme, mais promu à un développement rapide par les affrontements religieux. Les nombreuses créations d'universités encore enregistrées dans l'Empire au *xvi*^e et *xvii*^e siècle sont la manifestation la plus évidente de cette appétence des principautés pour le contrôle sinon la possession d'institutions universitaires et constituent encore une originalité du Saint-Empire en Europe. Elles cherchent à contrôler ainsi la formation du personnel ecclésiastique et des fonctionnaires du pays, mais les questions de prestige sont aussi une motivation importante. C'est pourquoi toutes les principautés de quelque poids se sont efforcées de créer ou de soutenir une université.

Du côté protestant, Philippe de Hesse, bientôt chef de la ligue de Schmalkalde, crée à Marbourg en 1527, de toutes pièces, pour la première fois sur la base de biens et de revenus monastiques confisqués, une université confessionnelle luthérienne⁴⁸. Il est suivi par le duché de Prusse à Königsberg (1544), puis par la Saxe ernestine à Iéna (1558). Les Welfes qui règnent en trois ou quatre branches, suivant les périodes, sur Hanovre, Göttingen, Brunswick et Lunebourg se regroupent pour fonder Helmstedt en 1576 comme possession commune⁴⁹. Jusqu'à cette date, leurs sujets devaient fréquenter les universités périphériques à l'espace qu'ils contrôlaient. Les villes d'Empire eurent plus de difficulté à obtenir le nécessaire privilège impérial (à défaut du privilège papal) autorisant la collation des grades qui seule faisait l'université de plein exercice. Elles trouvèrent une solution intermédiaire dans la formule de l'académie qui ne pouvait décerner que les grades de la faculté des Arts. Strasbourg inaugura la formule en 1566, Nuremberg à Altdorf en 1578. Elles durent attendre respectivement 1621 et 1622 pour obtenir un privilège complet. Les réformés frayèrent la même voie pour fonder leur système universitaire à Herborn et Brême en 1584. À partir de la Contre-Réforme, les catholiques marquèrent aussi leur volonté de reprendre du terrain par des créations nouvelles, souvent animées par les jésuites : Dillingen (1552), Würzburg (1582) Graz (1586), Paderborn (1614), Molsheim (1617) en Alsace,

48 Sur les universités protestantes, créées ou réformées, voir *ibid.*, p. 244-300 ; sur Marbourg, p. 286-288.

49 Peter Baumgart, « Die Gründung der Universität Helmstedt », *Braunschweigisches Jahrbuch*, 57, 1976, p. 31-48 ; « Die Anfänge der Universität Helmstedt im Spiegel ihrer Matrikel (1576-1600) », *Braunschweigisches Jahrbuch*, 50, 1969, p. 5-32. Noter qu'Iéna joue aussi le rôle d'université commune pour les différentes sous-principautés de la Saxe ernestine.

Salzbourg (1622, université bénédictine), Linz (1636), Bamberg (1648)⁵⁰. Une seconde vague de fondations protestantes, plus limitée, a lieu au XVII^e siècle, parfois comme conséquence de la conversion de certains territoires au calvinisme : ainsi, Giessen est fondée 1607 pour répondre au passage de Marbourg au calvinisme, mais sera supprimée au retour de celle-ci au luthéranisme⁵¹ ; de même un gymnase illustre calviniste, le Casimirianum, est momentanément créé à Neustadt dans le Palatinat de 1578 à 1584 pendant le temps de la « défection » d'Heidelberg.

Si cette multiplication des organismes d'enseignement supérieur a sans doute favorisé un certain repli provincial, les plus grands des établissements de chaque confession ont gardé cependant une attractivité et un recrutement bien plus large que leur assise territoriale : Wittenberg évidemment et Leipzig, mais aussi Heidelberg pour les réformés ou Ingolstadt pour les catholiques, qui recrutent sur tout l'Empire. D'une façon générale, la douzaine d'universités de la tête du classement avait au moins une attractivité régionale. Il était de l'intérêt des promoteurs de ces établissements d'attirer le maximum d'étudiants et donc de ne pas être trop regardants sur leurs origines, contrairement à ce qui se faisait pour la sélection des enseignants. Et l'usage de la pérégrination s'étant malgré tout conservé, beaucoup d'étudiants faisaient au moins une incursion hors de leur territoire d'origine⁵².

L'ÉCOLE AU SERVICE DE LA POLITIQUE CONFESSIONNELLE

Les écrits et l'action des réformateurs pour l'école

On doit distinguer trois périodes dans l'attitude des réformateurs vis-à-vis de l'école :

- 50 Noter aussi la très éphémère université jésuite d'Osnabrück fondée à partir du collège Carolinum en 1629 et rapidement fermée par les Suédois en 1633.
- 51 Giessen renaît en 1643. L'université de Hesse (Marbourg) est déplacée ensuite à Kassel de 1632 à 1653. F. Paulsen, *Geschichte der gelehrten Unterrichts auf den deutschen Schulen und Universitäten*, 3^e éd., Berlin, De Gruyter, 1919, t. I, p. 328 sq.
- 52 C'est sur la base de ce maintien de la tradition de la pérégrination que Willem Frijhoff a établi le correctif aux courbes traditionnellement estimées des effectifs universitaires : « Grandeur des nombres et misères des réalités : la courbe de Franz Eulenburg et le débat sur le nombre d'intellectuels en Allemagne, 1576-1815 », dans D. Julia, J. Revel, R. Chartier (dir.), *Les Universités européennes du XVI^e au XVIII^e siècle. Histoire sociale des populations étudiantes*, t. I, *Bohême, Espagne, États italiens, Pays germaniques, Pologne, Provinces-Unies*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1986, p. 23-63. Ce recueil intéresse aussi cette question par plusieurs articles sur Prague, la Bohême, Cracovie et les Provinces-Unies.

- De 1517 à 1521 domine la critique des études scolaires et universitaires, des institutions (grades, disputes) ; c'est l'apogée du compagnonnage entre humanistes et réformateurs autour de la critique de Rome, la période aussi où les idées et la personne de Luther trouvent un large soutien dans le public étudiant et dans le personnel enseignant (*Pfaffenstürme*, afflux à ses cours).
- De 1521 à 1528, tout en critiquant les travers scolastiques et romains, les réformateurs prennent conscience de la crise provoquée par leurs attaques et cherchent à redresser le message en développant le thème du caractère indispensable des études.
- Après 1528 commence la mise en place des premières Églises territoriales avec leurs annexes scolaires : on passe de la critique à l'action tout en la légitimant.

On retrouve cette chronologie dans l'évolution des prises de position de Luther sur l'école⁵³. Il a commencé à se soucier des écoles autres que l'université dans les années 1520. Il a d'abord dirigé ses appels vers les autorités civiles qu'il considère comme dépositaires de la tutelle de l'école autrefois détenue par l'Église. Dans son appel *À la noblesse chrétienne de la nation allemande* (1520), il consacre tout un passage à la défense des écoles et aux disciplines qu'elles devraient enseigner⁵⁴. Il se fait plus précis dans son appel *Aux magistrats de toutes les villes allemandes pour les inviter à ouvrir et à entretenir des écoles chrétiennes* (1524)⁵⁵ : la mission de l'école est de conserver l'Évangile par l'apprentissage des langues classiques mais aussi de former le chrétien ordinaire, quels que soient sa condition sociale et son sexe. Ce faisant, il se dresse à la fois contre la tradition scolastique et monastique qui régissait jusque là l'enseignement, et contre l'anti-intellectualisme des illuministes qui commençait alors à faire fureur. Mais c'est en 1530 seulement que Luther publie pour la première fois un véritable sermon sur l'école, qui s'adresse non seulement aux autorités, mais aussi aux parents, afin de les inciter à accomplir leur devoir de chrétiens en scolarisant leurs enfants. Il y oppose les richesses autrefois gaspillées dans le catholicisme pour les monastères et des institutions éducatives pernicieuses à la pénurie et à la désertion qui frappent de son temps les écoles rénovées par la Réforme. Ce qui semble le plus l'obséder cependant,

53 F. Paulsen, *Geschichte des gelehrten Unterrichts*, op. cit., p. 203-210.

54 *An den christlichen Adel deutscher Nation*, WA (Weimarer Ausgabe) 6, p. 404-469, en particulier art. 25. Voir traduction française, Luther, *Les Grands Écrits réformateurs*, Paris, Flammarion, coll. « GF », 1992, p. 181-188.

55 *An die Ratsherren aller Städte deutschen Landes, daß sie christliche schulen aufrichten und halten sollen*, WA 15, p. 27-53. Traduit dans Martin Luther, *Œuvres*, t. IV, Genève, Labor et Fides, 1958, p. 91-118.

c'est la perspective d'un tarissement du recrutement des cadres de la société et de l'Église qui finirait par les menacer dans leur existence⁵⁶.

Mais c'est en fait Melanchthon qui fit tout le travail concret de mise en place du système scolaire luthérien⁵⁷. L'auteur des *Loci communes theologici*, de l'ordonnance ecclésiastique de la Saxe, de la Confession d'Augsbourg l'est aussi du plan d'étude d'une grande partie de l'Allemagne luthérienne, ce qui lui a valu le surnom de *praeceptor germaniae*⁵⁸. Il a accompli cette œuvre immense de trois façons. Il a d'abord conduit lui-même la réforme des universités et des écoles en Allemagne moyenne. Les nouveaux aménagements de l'université de Wittenberg et son ordonnance scolaire (*Schulordnung*) de 1528 pour la Saxe servent de modèles dans tous les pays de langue allemande. Il a participé aussi par sa présence ou ses conseils épistolaires à la réorganisation de nombreux établissements d'enseignement⁵⁹. Ensuite, il a formé une grande partie des enseignants et des organisateurs du nouveau système scolaire. Quand il meurt en 1560, rares sont les villes qui n'ont pas un maître ou un pasteur qui compte parmi ses anciens élèves. Il a tissé avec tout ce réseau de pasteurs et d'enseignants une quantité de liens personnels, comme en témoigne son abondante correspondance. Dès qu'on cherche un bon professeur, on s'adresse à lui. Enfin, il a forgé les outils de cet enseignement en publiant un nombre exceptionnel de manuels résumant les principales données de la science de son temps. Ces écrits pédagogiques couvrent presque toutes les matières étudiées : grammaires latines et grecques, rhétorique, dialectique, philosophie, physique, éthique, histoire, théologie⁶⁰. Le fait que le bras droit de Luther, le réformateur prudent du réel, se soit autant engagé pour

56 *Eine Predigt, daß man die Kinder zur Schule halten solle*, WA 30,II, p. 517-588.

57 Ne pas oublier bien sûr Jean Sturm à Strasbourg, qui eut aussi une forte influence sur la Haute Allemagne et Johann Bugenhagen pour le Nord de l'Empire.

58 Karl Hartfelder, *Philipp Melanchthon als Praeceptor Germaniae*, Berlin, Hofmann 1889. F. Hofmann, « Philipp Melanchthon und die zentralen Bildungsprobleme des Reformationsjahrhunderts. Ein Beitrag zur erziehungsgeschichtlichen Wertung des 16. Jahrhunderts. » dans *Philipp Melanchthon, Humanist, Reformator, Praeceptor Germaniae, 1497-1560*, dir. Melanchthon-Komitee der DDR, Berlin Est, Akademischer Verlag, 1963, t. I, p. 83-109. Jean Boisset, *Melanchthon, éducateur de l'Allemagne*, Paris, Seghers, 1967. Robert Stupperich, *Philipp Melanchthon. Gelehrter und Politiker*, Göttingen, Muster-Schmidt, 1996. Günter Frank (dir.), *Melanchthon und die Neuzeit*, Stuttgart-Bad Cannstatt, Frommann-Holzboog, 2003. Günter Frank (dir.), *Melanchthons Wirkung in der europäischen Bildungsgeschichte, Fragmenta Melanchthoniana 3*, Heidelberg, Verlag Regionalkerlher, 2007. Armin Gebhardt, *Philipp Melanchthon - Praeceptor Germaniae : Studie*, Marburg, Tectum Verlag, 2008.

59 F. Paulsen, *Geschichte des gelehrten Unterrichts*, op. cit., t. I, p. 212.

60 *Melanchthon und das Lehrbuch des 16. Jahrhunderts*, dir. Jürgen Leonhardt, Rostock, Universität Rostock, 1997. Plus généralement, on se persuadera de l'immense œuvre érudite de Melanchthon en parcourant (c'est désormais possible

l'école montre assez l'importance de la question pour la Réforme. Il s'agit tout simplement de construire l'Église en commençant par son clergé et en poursuivant par ses fidèles. Ignace de Loyola ne s'y trompait pas, quand il disait à Canisius qu'il fallait pour reprendre en main le pays où il l'envoyait, chasser tous les enseignants et étudiants hérétiques et brûler tous les livres de Melanchthon, y compris ses grammaires et ses manuels scolaires⁶¹.

Les politiques scolaires territoriales

La constitution particulière du Saint-Empire et son émiettement territorial ont sans doute contribué à rendre la dimension « scolaire » du conflit religieux plus importante que partout ailleurs en Europe, chaque prince territorial de quelque importance ayant pu mener sa propre politique scolaire au service de la « vraie foi », de l'encadrement de son Église et de son État, mais aussi de l'instruction religieuse de ses sujets. Les réformes scolaires suivent ainsi les avancées et les reculs de chaque camp, protestants puis catholiques ayant eu une égale conscience de l'importance des institutions éducatives dans le combat religieux.

Le processus est toujours le même et a été modélisé dès l'origine de la Réforme dans l'*Instruction aux Visiteurs* de Melanchthon pour la Saxe et dans l'ordonnance ecclésiastique qui l'a suivie (1527-1528)⁶². La réglementation des écoles est en effet donnée toujours au moment de la Réforme dans les ordonnances ecclésiastiques qu'on voit fleurir à partir de ce moment jusqu'aux années 1560, au fur et à mesure de l'extension du luthéranisme⁶³. Elles donnent leur constitution aux nouvelles Églises territoriales (ou municipales) et décrivent, dans une partie intitulée généralement *Agenda*, les cérémonies et la liturgie à observer dans le pays concerné. Mais elles consacrent aussi un chapitre important à l'école, souvent dans la dernière partie (*Von den Schulen*), en raison de son rôle d'auxiliaire essentiel de la nouvelle Église. L'école est en effet à la

sur Google Books) son édition complète : *Corpus Reformatorum*. Series I : Philipp Melanchthon, *Opera Quae Supersunt Omnia*, vol. 1-15, éd. K. G. Bretschneider, vol. 16-28, éd. H. E. Bindseil, Halle, Schwetschke, 1834-1860.

- 61 Jean Delumeau et Thierry Wanegfellen, *Naissance et affirmation de la Réforme*, Paris, PUF, 1997, p. 182.
- 62 Philipp Melanchthon, *Vnterricht der Visitatorn an die Pfarhern ym Kurfürstenthum zu Sachssen*, préface de Martin Luther, Wittemberg, Schirlentz, 1528. À titre d'illustration, on peut voir l'édition d'époque en fac-similé http://hardenberg.jalb.de/display_dokument.php?elementId=11321.
- 63 Voir l'imposante collection qui a été éditée par Emil Sehling et poursuivie par l'Institut für evangelisches Kirchenrecht, *Die evangelischen Kirchenordnungen des 16. Jahrhunderts*, t. 1-5, Leipzig, Reiland, 1902-1903, Tübingen, Mohr-Siebeck, t. 6, 1955.

fois un instrument de conversion et d'enracinement de la juste doctrine et une fabrique de cadres ecclésiastiques et étatiques. Ce rôle n'est pas nouveau, mais prend désormais une dimension confessionnelle. Ce qui l'indique assez est le souci de préciser jusqu'au détail, pour éviter toute contamination hérétique, le contenu de l'enseignement, parfois heure par heure, et le corpus des lectures et manuels prescrits. Le contrôle, prévu dans l'ordonnance, par les surintendants et les écholarques représentant le conseil municipal, est extrêmement serré et fournit des sources qui font le bonheur de l'historien. Remontent ainsi des emplois du temps au sens moderne du terme et des listes de leçons effectivement faites, qu'un inspecteur général ne renierait pas.

Comme pour les *Kirchenordnungen*, on suit facilement des familles d'ordonnances scolaires (*Schulordnungen*) inspirées de quelques textes rédigés pour des États ou des villes pionniers (la Saxe, le Mecklembourg, le Wurtemberg, Brunswick ou Strasbourg). Hubert Hettwer s'est livré à cet exercice pour toute l'Allemagne⁶⁴. Il va de soi que ces réformes découlent, selon le principe *Cujus regio ejus religio*, proclamé *a posteriori*, des conversions princières, des prises de pouvoir ou des conquêtes. Je prendrai pour l'illustrer l'exemple du Brunswick, un duché de Basse-Saxe, à la limite entre Allemagne du Nord et Allemagne moyenne, qui en donne une très bonne application en quatre, voire cinq étapes⁶⁵.

En 1528, la ville hanséatique de Brunswick passe à la Réforme sur les instances des « classes moyennes » qui arrivent assez facilement à convaincre le patriciat. La ville, copossession des ducs de Brunswick et Lunebourg, est indépendante de fait depuis le milieu du Moyen Âge grâce à sa richesse et à ses alliances hanséatiques. C'est un proche de Luther, Johann Bugenhagen, qui est appelé par la ville pour rédiger la *Kirchenordnung*, sans doute parce qu'originaire de Poméranie, il parle et écrit le bas allemand qui est à l'époque la langue de l'Allemagne du Nord. Il inaugure ainsi une longue mission de réforme dans les régions septentrionales⁶⁶. Son *Ordonnance chrétienne de l'Honorable ville de Brunswick au service du Saint Évangile, de la doctrine chrétienne, de la discipline, de la joie et de l'unité*, publiée

64 Hubert Hettwer, *Herkunft und Zusammenhang der Schulordnungen*, Mainz, Hase und Koehler, 1965.

65 Sur le détail de tout ceci et les références, voir Jean-Luc Le Cam, *La Politique scolaire d'Auguste le Jeune de Brunswick-Wolfenbüttel et l'inspecteur Christoph Schrader 1635-1666/1680*, Wiesbaden, Hassarowitz, 1996, p. 259-274.

66 Il continue son périple par Hambourg, dont il rédige aussi l'ordonnance ecclésiastique (1529) tout en réglant par correspondance les affaires religieuses des îles de la Frise orientale. Dans les années suivantes, il participe à la Réforme de Lübeck (de 1532 à 1534), de la Poméranie (1534-35) et du Danemark (1537-1539).

en 1528⁶⁷, comporte non seulement une partie sur l'école mais un préambule à ce chapitre qui constitue un véritable sermon sur l'école⁶⁸. Ce texte constitue la première ordonnance ecclésiastique et scolaire du protestantisme dans la région, servant de modèles aux suivantes. Goslar, ville d'Empire dans le sud du duché au débouché des mines du Harz, adopte également la Réforme en 1528.

Pendant ce temps là, le duc Henri le Jeune est resté farouchement catholique, et l'un des points d'appui de l'Empereur dans la région. On a donc à partir de 1528 des écoles luthériennes à Brunswick et Goslar, mais des écoles catholiques ailleurs, par exemple dans la résidence ducale de Wolfenbüttel ou dans les villes d'Helmstedt, Schöninge, Gandersheim. Le duc se faisant de plus en plus menaçant, Brunswick et Goslar appellent à l'aide la ligue de Schmalkalde qui envahit le duché en 1542, et le réforme par la force. L'ordonnance ecclésiastique et scolaire (1543) est encore une fois de Bugenhagen, donc assez semblable à celle de Brunswick. Les écoles deviennent protestantes sur l'ensemble du territoire après une visite ecclésiastique générale, suivie deux ans plus tard d'une visite de contrôle, qui nous permettent d'avoir un rapide aperçu sur leur état en 1542 et 1544. Malheureusement pour l'historien (qui perd ainsi ses sources) et pour la ligue de Schmalkalde, la bataille de Mühlberg en 1547 châtie les persécuteurs d'Henri le Jeune et rétablit celui-ci sur son trône et donc le catholicisme dans le duché et dans les écoles, Brunswick et Goslar restant épargnées par la reconquête religieuse grâce à leur indépendance.

En 1553, le duc repart en campagne dans une coalition interconfessionnelle avec son ancien adversaire Maurice de Saxe contre un chef de guerre mercenaire sans scrupule, le margrave Albrecht-Alcibiade de Brandebourg-Kulmbach. Sa victoire à la bataille de Sievershausen se transforme en catastrophe pour sa maison et pour le catholicisme dans la région. Ses deux fils aînés, catholiques, tombent dans la bataille (avec l'Électeur Maurice de Saxe lui-même), ce qui oblige le duc à se réconcilier avec son troisième héritier, Jules ou Julius, qui s'était converti

67 *Der erbarren stadt Brunswig christlike ordeninge to denste dem hilgen evangelio, christliker leve, tucht, frede unde eylicheit. Ock darunder vele christlike lere vor de borgere.* Dorch Joannem Bugenhagen Pomeran bescreven, Brunswick, 1528, imprimé à Wittenberg chez Joseph Kluck. Rééditée par E. Sehling (*Die evangelischen Kirchenordnungen, op. cit.*), t. 6, 1, 1, p. 348-455.

68 Traduit et commenté dans Jean-Luc Le Cam, « 'So kumpt ock de slange' – "Alors vient aussi le serpent" : un sermon luthérien sur la nécessaire instruction des enfants (1528). », dans *Langues de l'Histoire, langues de la Vie, Mélanges offerts à Fañch Roudaut*, Brest, Les Amis de Fañch Roudaut, 2005, p. 88-98 (Archive ouverte : <http://hal.univ-brest.fr/hal-00336371/fr/>).

au luthéranisme⁶⁹. Après un intermède catholique d'une vingtaine d'années, le duché repasse donc au luthéranisme lors de la succession en 1568, cette fois-ci définitivement. Une nouvelle ordonnance scolaire inspirée de celle du Wurtemberg (1559) est édictée dans le cadre de la *Kirchenordnung*. Est notamment importée du Wurtemberg et adaptée au Brunswick l'institution originale des écoles claustrales (*Klosterschulen*), sortes de séminaires maintenus dans les monastères ruraux pour instruire gratuitement des pensionnaires boursiers qui s'engagent à servir l'Église et l'État⁷⁰. Enfin se produit un dernier aller-retour, plus limité, lors de la guerre de Trente Ans quand ces monastères sont récupérés par les moines catholiques en vertu de l'édit de Restitution (1629). Libérés deux ans plus tard grâce à l'entrée dans le conflit des Suédois, ils ne reviendront à leur usage scolaire qu'après la guerre selon des calendriers variables.

La « seconde réformation » calviniste et ses hésitations provoquent les mêmes allers-retours dans l'Église et les écoles du Palatinat, qui adopte en 1563 le catéchisme d'Heidelberg, restaure le luthéranisme sous l'Électeur Louis VI (1576-1583), avant de revenir définitivement au calvinisme en 1584.

Cette conformité de l'école à la direction confessionnelle du pays, chaque fois qu'elle change, n'est pas étonnante. En revanche, elle ne signifie pas forcément pour les acteurs et les utilisateurs du système scolaire un virage à 100 %, ne serait-ce que parce que l'enseignement a un contenu moins confessionnel qu'on ne l'imagine.

Le contenu de l'enseignement et l'implication des maîtres

Je me contenterai de dire un mot plus particulier du contenu de l'éducation luthérienne, moins connue en France que la catholique⁷¹. Sa dimension religieuse est évidente : elle comprend d'abord le rabâchage du catéchisme de Luther tout au long des classes d'humanités, en prenant des versions au fur et à mesure plus étoffées et surtout en changeant de langue, passant de l'allemand au latin. Les élèves de la dernière classe, la *Prima*, se

69 S. Issleib, « Philipp von Hessen, Heinrich von Braunschweig und Moritz von Sachsen 1541-1547 », *Jahrbuch des geschichtlichen Vereins für das Herzogtum Braunschweig*, 2, 1903, p. 1-80.

70 Jean-Luc Le Cam, « Prosopographie d'élèves boursiers en Allemagne protestante au XVI^e siècle », dans *Informatique et prosopographie*, Paris, Éditions du CNRS, 1984, p. 19-38.

71 Pour l'éducation dans les collèges catholiques dont les jésuites forment la pointe avancée, on se reportera à : *Ratio studiorum. Plan raisonné et institution des études dans la Compagnie de Jésus*, éd. bilingue latin-français, présentée par Adrien Demoustier et Dominique Julia, trad. par Léone Albriex et Dolorès Pralon-Julia, annotée et commentée par Marie-Madeleine Compère, Paris, Belin, 1997.

voient proposer un manuel ou *compendium* de théologie⁷², du moins à la fin du xvi^e siècle. La lecture de l'Évangile dominical, les prières et les chants au début et la fin des cours, les sorties régulières à l'église voisine pour le *Frühpredigt* (prêche du matin une ou deux fois par semaine), mais aussi et surtout pour les enterrements, sont autant d'occasions de confronter les élèves à leurs devoirs religieux. Rappelons également que la pratique religieuse dominicale a lieu non pas dans les familles mais dans le cadre de l'école, notamment à cause de la participation indispensable des élèves à la chorale⁷³. Elle est souvent préparée une fois par trimestre par la confession des élèves devant le recteur de l'école qui s'assure également de leur participation à l'eucharistie. Mais en valeur relative du temps scolaire au sens strict, l'enseignement de la religion ne dépasse jamais 10 % dans une école latine développée, par exemple dans les trois écoles de la ville Brunswick que j'ai pu étudier en détail de 1535 à 1600 grâce à une bonne série d'emplois du temps conservés⁷⁴.

Ce qui frappe au contraire à la lecture de ces documents, c'est plutôt l'obsession de la maîtrise des langues anciennes, avant tout du latin, et de la culture littéraire humaniste. Elle se traduit par la prépondérance écrasante du temps consacré au latin au sens large (passant de 77 % à 69,5 % dans le siècle), décomposé en grammaire (de 30 % à 20,5 %), lectures d'auteurs classiques et exercices de style. À la fin du siècle, la dialectique, la rhétorique et surtout les langues bibliques (grec et hébreu) renforcent leur position, élevant et diversifiant quelque peu la formation, mais le latin garde toujours son rôle prédominant.

En fait, ce qui compte le plus du point de vue confessionnel, c'est la fidélité des personnels à la doctrine en vigueur. On pourrait penser que le risque de dérive doctrinale est plus grand du côté protestant, avec des maîtres laïques que du côté catholique, où ce sont souvent des clercs sinon des réguliers ou des membres d'un ordre enseignant qui tiennent les écoles. C'est oublier que les maîtres d'écoles latines protestantes sont en grande partie des étudiants en théologie qui attendent, dans le purgatoire de la

72 Par exemple la *Catéchèse* de David Chytraeus ou le *Compendium* de Leonard Hutter.

73 Jean-Luc Le Cam, « Les chorales liturgiques scolaires en Allemagne luthérienne entre tradition et Réforme (xvi^e-xviii^e siècle) », dans Bernard Dompnier (dir.), *Maîtrises et chapelles aux xvii^e et xviii^e siècles, Des institutions musicales au service de Dieu*, Actes du colloque du Puy-en-Velay (25-27 octobre 2001), Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2003, p. 569-595.

74 Jean-Luc Le Cam, « Les élites du Brunswick face à l'humanisme », dans *Humanismus und höfisch-städtische Eliten im 16. Jahrhundert*, dir. Klaus Malettke et Jürgen Voss, Bonn, Röhrscheid 1989, p. 91-129 ; J.-L. Le Cam, *Politique scolaire, op. cit.*, p. 277-304.

poussière des écoles (*in pulvere scolastico*), d'avoir atteint la maturité et le savoir théologique nécessaires pour être admis aux fonctions de pasteur. Il n'est pas rare qu'ils remplissent quelques fonctions comme auxiliaires à l'église pour décharger le clergé titulaire. Il faut attendre le milieu du XVII^e siècle pour voir des candidats de valeur faire volontairement toute leur carrière dans l'enseignement et donc pour parler d'une professionnalisation du métier, constitutive de l'émergence d'une identité particulière des enseignants, distincte de celle du clergé⁷⁵.

Pour autant, il est vrai que les querelles doctrinales internes au protestantisme créent plus de possibilités de divergences et donc plus de suspicion. La crainte manifeste qu'un enseignant profite de sa fonction pour disséminer l'hérésie a conduit à mettre en place, outre le contrôle régulier de l'école déjà évoqué, un examen préalable des candidats à un poste d'enseignant sur leur foi devant le Consistoire et un engagement solennel sur la confession du pays. Dans le Brunswick, pour répondre à l'hérésie calviniste qui commençait à poindre dans la région, le duc fait compléter la *Kirchenordnung* et rédiger en 1576 par Martin Chemnitz le *Corpus Doctrinae Julium* qui doit servir désormais de base doctrinale à l'Église du duché⁷⁶. La signature de ce *Corpus* par les surintendants, les pasteurs, les enseignants et tous les fonctionnaires du pays était exigée pour leur entrée en fonction ou le maintien dans leur office. Cette disposition fut même étendue en 1593 aux professeurs de l'université d'Helmstedt, de telle sorte que tous ceux qui avaient charge d'âme ou d'éducation étaient obligés d'affirmer leur fidélité à la religion luthérienne et leur soumission à l'Église ducal. Cet exemple n'a rien d'original : il en va de même dans toutes les principautés et toutes les confessions du Saint-Empire. L'Autriche constitue cependant un cas particulier dans la mesure où la position des confessions y est pendant une période assez longue moins uniforme qu'ailleurs.

75 *Ibid.*, p. 879-892 ; Jean-Luc Le Cam, « Vivre selon l'état scolastique : affirmation de l'identité du monde des écoles dans l'Allemagne luthérienne à l'époque moderne », dans *Identités, appartenances, revendications identitaires, XVI^e-XVIII^e siècle*, Colloque Paris X-Nanterre 24-25 avril 2003, dir. Marc Bélissa, Anna Bellavitis, Monique Cottret, Laurence Croq et Jean Duma, Paris, Nolin, 2005, p. 367-376.

76 A. Ritter, « Über die Lehrschriften in den Fürstentümern Wolfenbüttel und Lüneburg », *Jahrbuch der Gesellschaft für niedersächsische Kirchengeschichte*, 50, 1952, p. 82-95.

CONCURRENCE ET AFFRONTEMENTS AUTOUR DE L'ÉCOLE : L'EXEMPLE AUTRICHIEN

C'est paradoxalement dans les pays patrimoniaux des Habsbourg que se laisse sans doute mieux observer le rôle de l'école dans les affrontements religieux, notamment lors des reconquêtes catholiques qui commencent à la fin du xvi^e siècle⁷⁷.

Les conditions générales de la politique religieuse et scolaire

Sans vouloir dédouaner les protestants de toute action de contrainte ou d'affrontement, il est certain qu'une certaine déliquescence de l'Église ancienne a provoqué en général dans un premier temps un effacement sans trop de résistance, excepté sans doute dans quelques monastères où l'on a dû parfois attendre l'extinction des derniers moines. Les procès verbaux des premières visites introduisant la Réforme interrogent un personnel ecclésiastique et scolaire plutôt docile ou opportuniste, l'essentiel pour lui étant de garder son emploi⁷⁸. En Autriche, face à la débandade de l'ancienne Église, seuls les souverains ont essayé de faire face, et c'est d'eux qu'est venu plus tard le renouveau. Les évêques et les nobles n'ont pas réagi dans un premier temps sinon pour défendre leurs privilèges, à moins qu'ils n'aient – c'est le cas de bien des nobles – choisi eux-mêmes la nouvelle religion. En raison de leur pénétration différentielle par le protestantisme, les États patrimoniaux des Habsbourg présentaient dans la deuxième moitié du xvi^e siècle toutes sortes de situations confessionnelles, formant un dégradé d'ouest en est allant du maintien du catholicisme dans le Tyrol jusqu'à la victoire presque totale du protestantisme en passant par des combinaisons diverses⁷⁹. Mais en même temps, le passage assez tardif de certains de ces territoires au protestantisme (après 1555) a permis à l'Église catholique, qui avait déjà entamé sa rénovation et son réarmement dans le cadre du concile de Trente, de réagir ensuite avec plus de cohérence et de puissance. À ce moment là également, la question scolaire avait pris

202

77 Sur le contexte général, Olivier Chaline, *La Reconquête catholique de l'Europe centrale xvi^e-xviii^e siècle*, Paris, Éditions du Cerf, 1999. Voir aussi *La Reconquête catholique en Europe centrale*, Paris, Société d'étude du xvii^e siècle, 1998.

78 C'est ce qui ressort de l'examen du clergé au moment de l'introduction de la Réforme dans le Brunswick, Friedrich Spanuth, « Wolfenbütteler Examensprotokolle aus der Jahre 1569 und 1570 », *Zeitschrift der Gesellschaft für niedersächsische Kirchengeschichte*, 43, 1938, p. 186-203.

79 H. Zimmermann, « Der Protestantismus in Österreich ob und unter der Enns im Spiegel landesherrlicher Erlässe (1520-1610) », *Jahrbuch für die Geschichte des Protestantismus in Österreich*, 98, 1982, p. 98-210.

une importance accrue, les deux côtés étant désormais particulièrement conscients de son rôle dans la consolidation des confessions⁸⁰.

Dès 1528, une visite pastorale en Styrie commence à se soucier de ce point : à certains endroits, elle découvre que des maîtres ont fait apprendre des cantiques luthériens aux élèves et les ont fait sortir de l'église au moment du sermon catholique, ou ont même carrément introduit le protestantisme dans leur enseignement religieux⁸¹. On tente donc dès le début de l'affrontement religieux de mieux contrôler l'enseignement. En 1539 et 1544, Ferdinand I^{er} ordonne le retour de tous ses sujets étudiant à Wittenberg ; en 1548, il réduit leurs possibilités d'étudier aux trois universités de Vienne, Fribourg et Ingolstadt, mais tout ceci sans contrôle, ni efficacité réelle⁸².

Le synode provincial de Salzbourg en 1549 consacre des développements importants aux écoles, rappelant qu'elles ne sont pas seulement faites pour éduquer dans les bons Arts mais aussi dans les bonnes mœurs et la religion, ce qui le conduit à récuser les écoles humanistes de poètes⁸³. Devant la pénurie de prêtres, on voudrait élargir le vivier en multipliant les écoles latines et notamment en imposant aux monastères qui n'en ont pas encore d'en ouvrir une dans les six mois. On accepte, étant donné l'urgence, d'engager des maîtres qui auraient étudié dans une université protestante à condition qu'ils promettent d'appartenir désormais à l'Église catholique. Tout ceci restera lettre morte car les nombreuses protestations contre les violations de droits antérieurs firent obstacle à l'application réelle de ce synode, à tel point que Ferdinand I^{er} dut renoncer finalement à en publier les statuts dans ses territoires. Il réussit cependant à marquer des points à Vienne en obtenant l'installation des jésuites en 1551, à la fois sous la forme d'un collège et de chaires à l'université. En confiant en outre la même année la surveillance des écoles particulières à l'université, il les mettait d'une certaine façon sous l'œil des jésuites.

80 Sur l'histoire des écoles autrichiennes, l'ouvrage incontournable pour cette période reste Helmut Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens, Erziehung und Unterricht auf dem Boden Österreichs*, t. II, *Das 16. und 17. Jahrhundert*, Wien, Österreichischer Bundesverlag, 1983 ; sur le cadre général de cette lutte scolaire contre le protestantisme, p. 122-128.

81 Karl Eder, « Die Visitation und Inquisition von 1528 in der Steiermark. Gesamterscheinung und kritische Würdigung », *MIÖG* 63, 1955, p. 312-322. Anton Albrecher (dir.), *Die landesfürstliche Visitation und Inquisition von 1528 in der Steiermark*, Graz, Selbstverlag der historischen Landeskommission für Steiermark, 1997.

82 H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, *op. cit.*, p. 123.

83 Johann Loserth, « Die Provinzialsynode von 1549. Zur Geschichte der protestantischen Bewegung in den österreichischen Erbländern », *Archiv für österreichische Geschichte*, 85, 1898, p. 131-357. Georg Lurtz, *Mittelschulgeschichtliche Dokumente Altbayerns*, Berlin, Hofmann, 1907, t. I, p. 231-233.

Lors du synode provincial de Mühldorf (1553) sous la conduite de l'archevêque de Salzbourg, les représentants de Ferdinand I^{er} approuvèrent l'exigence que les autorités temporelles et spirituelles contrôlent sur leur foi les enseignants⁸⁴. Mais étant donné la négligence notoire du clergé, ils ne voulurent pas lui laisser la décision concernant les ouvrages à autoriser pour l'enseignement mais seulement un droit de proposition aux évêques. Ferdinand I^{er} réédita cette même année la *Formula reformationis ecclesiasticae* publiée par Charles Quint en 1548 en faisant rajouter au chapitre des dispositions scolaires la précision que les écoles étaient d'une grande importance pour le maintien de la religion catholique et que les responsables ecclésiastiques devaient donc en prendre un soin particulier⁸⁵.

204

Le manque d'instructions de référence sur les orientations à prendre face au protestantisme aggravait les tensions entre pouvoir temporel et ecclésiastique. Le concile de Trente (1545-1563) ne les supprima pas pour autant car il proclamait aussi l'autonomie des pouvoirs ecclésiastiques, ce qui n'allait pas, dans le contexte précis de l'Autriche, dans le sens d'une plus grande efficacité. Ils obligeaient à des compromis permanents qui limitaient le pouvoir du prince territorial d'imposer sa politique scolaire. Le concile avait donné des instructions importantes pour l'enseignement : les curés devaient enseigner l'Évangile aux jeunes à l'école dans leur langue maternelle (session V, 1546) ; les chapitres cathédraux comme les monastères entretenir une école et accueillir les élèves pauvres gratuitement ; les évêques ériger un séminaire pour la formation des prêtres du diocèse (session XXIII, 1563).

En 1569, l'archidiocèse de Salzbourg, qui englobe une grande partie des États autrichiens, avait reçu les décrets du concile pour les traduire dans la législation synodale au cours d'un grand synode à Salzbourg. Ses décisions furent déterminantes pour l'encadrement de l'enseignement et restèrent en vigueur jusqu'à l'époque de Marie-Thérèse⁸⁶. Le titre 59 *De scholis et earum moderatoribus* donne en détail (13 chapitres) l'organisation de l'enseignement. Chaque ville ou marché a obligation d'entretenir une école publique selon les dispositions de l'endroit, les écoles privées étant suspectes d'abriter l'hérésie. Les écoles épiscopales et claustrales doivent être soutenues et développées, voire ouvertes si nécessaire sous peine de punitions. Les maîtres doivent être présentés à l'évêque pour vérification de leur religion et de leurs qualités morales et produire un certificat

84 G. Lurtz, *Mittelschulgeschichtliche Dokumente Altbayerns*, op. cit., t. I, p. 243.

85 *Ibid.*, p. 346-348.

86 *Ibid.*, p. 56-64. Leopold Lentner, *Die religiöse Unterweisung in der Reformationszeit*, Innsbruck/Wien/München, Tyrolia Verlag, 1959, p. 46-55.

de fréquentation d'une université (du moins pour l'école latine) et des lettres de recommandation. Surtout on exige de chaque impétrant la profession de foi (*professio fidei*). Les responsables ecclésiastiques exercent la surveillance sur leurs écoles au moyen de visites régulières. Il s'agit évidemment d'empêcher l'accès des nouvelles confessions aux enfants. Ces responsabilités reviennent au pouvoir ecclésiastique, mais dans les faits seul le prince a réellement le pouvoir de contrainte ou de réalisation, de sorte que la situation est au fond assez analogue à celle des principautés protestantes allemandes où le prince a hérité des pouvoirs de l'évêque. Ces normes mettront du temps à s'inscrire dans la réalité, mais ce synode de 1569 forme bien le cadre de toutes les ordonnances catholiques ultérieures. Les visites claustrales de 1561 et 1566 vérifient également si une école est entretenue dans le monastère, quels livres sont utilisés, et si le maître est catholique. Rome ayant exigé en 1573 un contrôle serré des écoles et l'engagement de maîtres appropriés, l'*Instructio Visitationis Generalis* de 1576 prévoit à cet effet une série de questions destinées à bien cerner sa catholicité⁸⁷.

Le problème de l'Autriche pendant longtemps a été en fait l'insuffisance des ressources locales en desservants et en enseignants et la nécessité de les faire venir de l'étranger, ce qui pouvait entretenir plus d'incertitude sur leur identité confessionnelle. Une visite de 1643 dans le haut Waldviertel près de Vienne relève que 23 des 36 prêtres de ce district viennent de l'étranger, et deux seulement de la région⁸⁸. Le protestantisme importait auparavant ses maîtres et ses pasteurs d'Allemagne moyenne et de Souabe. Le catholicisme réimplanté les remplace par d'autres Souabes et des Bavares. Leurs lieux d'étude principaux sont désormais Ingolstadt, Würzburg et Munich, et donc toujours pas en majorité les universités autrichiennes.

87 1. Qui est le maître, qui l'a nommé, depuis combien de temps ? 2. Qu'est-ce qu'il a étudié et s'il a des certificats de cela ? 3. Combien d'élèves a-t-il et qu'est-ce qu'il y a comme bonnes intelligences parmi eux ? 4. Quels auteurs et manuels lit-il, en particulier en catéchisme ? 5. S'il chante au Chœur et de quelle religion est-il ? 6. Comment il enseigne à ses élèves la confession et la communion ? 7. Est-ce qu'il les éduque et les conduit à honorer Dieu, à le servir dans les offices et écouter sa parole dans les prêches ? 8. Quel superviseur a l'école ? Quand est-ce qu'il visite l'école ? Qu'est-ce qu'il a commandé de lire et d'enseigner ? 9. Quel est son zèle au travail, et sa conduite sinon notamment vis-à-vis de la boisson ? (cité d'après H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 127.)

88 Gerard Scholz, *Beiträge zur Geschichte der katholischen Restauration im oberen Waldviertel (1590-1650)*, Wien, Diss. Univ. Wien, 1967, en part. p. 39.

La recatholicisation des écoles élémentaires

La recatholicisation de l'enseignement élémentaire a donc été pour l'essentiel à l'initiative des autorités séculières ou princières qui se sont efforcées d'obtenir une influence sur les écoles et de les diriger vers le catholicisme, mais cela s'est fait avec un rythme et des difficultés très différents suivant les régions⁸⁹.

Dans le Tyrol et le Vorarlberg, les maîtres qui étaient passés au protestantisme avaient été très rapidement éliminés. L'archiduc Ferdinand II, ayant ordonné en 1576 un examen obligatoire des maîtres sur leur foi par le curé, explique cet empiètement sur les prérogatives épiscopales par ces attendus : « comme des maîtres d'écoles avec leur horrible doctrine et enseignement séduisent la jeunesse qu'il est ensuite difficile de ramener dans la vraie foi quand ils ont grandi dans cela, et qu'en tant que prince catholique il ne m'est pas permis de voir sans rien faire ni autoriser... »⁹⁰. La législation fondamentale pour les écoles du Tyrol est l'ordonnance de Ferdinand II de 1586, qui reste en vigueur jusqu'en 1747. L'archevêché de Salzbourg est plus mélangé mais reste encore contrôlable. L'archevêque demande en 1565 le recrutement de maîtres appropriés dans villes et marchés, interdit en 1582 de confier ses enfants uniquement à un précepteur particulier et promulgue une législation sur les maîtres allemands en 1594 et en 1613. La Styrie et la Carinthie, après une assez large conversion au protestantisme, sont soumises à une intense campagne de recatholicisation par ses archiducs. En 1600, l'enseignement élémentaire en Autriche intérieure est à nouveau largement catholique. Les progrès sont beaucoup plus lents et difficiles en Autriche orientale, où il faut attendre le règne de Rodolphe II pour voir se développer des législations contraignantes en faveur des écoles catholiques : en 1579 pour la ville de Vienne, en 1587 pour l'évêché de Passau (Autriche sous l'Enns), en 1590 pour l'Autriche au nord de l'Enns.

Mais les maîtres font encore des difficultés aux autorités catholiques. À Großschönau, dans le domaine de l'abbaye cistercienne de Zwettl en Basse-Autriche, on constate en 1590 sans plus s'émouvoir que le maître communie sous les deux espèces comme la plupart de ses concitoyens⁹¹. Dans le bastion protestant de Waidhoffen an der Ybbs en Basse-Autriche, dans lequel on célèbre à nouveau la Sainte Messe catholique depuis 1586, on met aux arrêts en 1600 le maître d'école parce qu'il n'a pas voulu

89 H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 128-134.

90 *Ibid.*, p. 128.

91 G. Scholz, *Beiträge zur Geschichte der katholischen Restauration...*, op. cit., p. 148.

participer à la procession de la Fête-Dieu, à quoi celui-ci réagit en criant « *Gewalt geht vor Recht* » (Ici, la force prime le droit)⁹².

La victoire du camp catholique dès le début de la guerre de Trente Ans change évidemment la donne, provoquant des conversions d'opportunisme ou de survie, qui commencent parfois par la noblesse locale. À Kirchberg am Wald, le seigneur, après son retour au catholicisme en 1623, donne le choix au maître de garder son poste et de se convertir et devenir également sacristain ou de quitter l'école dans le délai d'une semaine, son salaire n'étant plus versé que pour six semaines⁹³. Le mandat général de Ferdinand II sur l'éradication et suppression des prédicants et maîtres d'écoles sectaires (*wegen Auß- und Abschaffung der unkatholischen und sectischen Prädicanten und Schuelmeister*) de 1627 clôt la croisade antiprotestante et achève le retour à l'uniformité confessionnelle⁹⁴. La seule chose qui change cependant dans le programme de ces petites écoles, c'est le catéchisme : Canisius a remplacé Luther.

Les ordonnances montrent sinon une large convergence de structure, avec des accents différents cependant en fonction du contexte confessionnel. Une comparaison des 3 grandes ordonnances scolaires pour l'enseignement primaire touchant des grands espaces à savoir le Tyrol (1576), Vienne et l'Autriche sous l'Enns (1579), enfin Salzbourg (1594), fait nettement apparaître les différences de préoccupation. Alors que l'ordonnance viennoise se soucie presque uniquement de la fiabilité confessionnelle du maître et de l'orthodoxie catholique de l'enseignement, les deux autres textes donnent bien plus de détails et d'intérêt aux questions organisationnelles ou pédagogiques, même hygiéniques pour Salzbourg⁹⁵.

Les jésuites ont eu aussi une influence sur les écoles élémentaires, bien qu'ils aient répugné à enseigner à ce niveau et se soient fait longtemps prier. On leur objectait que le fait de laisser les enfants pauvres aux écoles allemandes paroissiales, où il fallait payer l'écolage, privait l'Église de bonnes intelligences. Ils ouvrirent donc contraints des écoles d'abécédaires gratuites mais cette concurrence déloyale faite aux maîtres ordinaires, provoqua un nouveau mécontentement. La solution fut trouvée à Innsbruck en 1615 à l'instigation du prince : on créa une classe

92 Friedrich Schragl, *Glaubensspaltung in Niederösterreich. Beiträge zur niederösterreichischen Kirchengeschichte*, Wien, Diss. Univ. Wien, 1973, p. 138.

93 *Ibid.*, p. 169.

94 Gustav Reingrabner, « Landesfürstliche Patente zur Reformationsgeschichte, vorzugsweise der des Landes unter der Enns », *Jahrbuch der Gesellschaft für die Geschichte des Protestantismus in Österreich*, 95, 1979, p. 15.

95 Voir la comparaison faite par Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens, op. cit.*, p. 130-132.

préparatoire au collège, aux mains d'un maître laïque touchant des écolages, les pauvres étant exemptés, mais sous le contrôle total des jésuites. Cette solution eut un grand succès et fut reprise ailleurs⁹⁶. Les jésuites avaient sinon un intérêt pour les écoles allemandes en raison de leur importance pour la religion. À Linz, ils les font visiter hebdomadairement par un *pater visitator scholarum Germanicarum* qui attire l'attention des élèves sur l'enseignement de la foi le dimanche et contrôle sans doute leur assiduité.

Les collèges jésuites en terre de mission

208

Comme chacun sait, les jésuites n'étaient pas à l'origine un ordre enseignant, du moins au-delà du catéchisme, les statuts de 1541 excluant même leur participation à l'université. Mais tout change au milieu du siècle avec l'expérience d'un collège à Messine en 1548, puis l'ouverture du fameux *Collegium romanum* en 1551, étapes préliminaires de la conversion rapide des jésuites à la mission enseignante. Or, l'Empire devient immédiatement, en raison de sa situation de front confessionnel, le champ d'application stratégique de cette nouvelle mission. Certes, en 1556, à la mort d'Ignace de Loyola, l'assistance d'Allemagne ne mobilise que moins de 10 % des membres de l'ordre (96 sur 1 015), mais en 1600 il en représente plus de 30 % (2 526 sur 8 722), et ce dans le cadre d'une croissance globale de 800 % dans ce quart de siècle⁹⁷.

Dès 1550, Ferdinand I^{er} avait invité Ignace de Loyola à fonder un collège à Vienne, ce qu'il avait accepté⁹⁸. Signe de l'urgence, les premiers Pères arrivent en 1551. Ils sont rejoints en 1552 par Petrus Canisius, un jésuite d'origine hollandaise ayant fait ses études à Cologne et Louvain, qui a pour première mission de rédiger un catéchisme. Ils commencent outre les prêches et les cours à l'université à former des novices et quelques élèves extérieurs à l'ordre. En 1553, ils reçoivent l'autorisation d'ouvrir une école publique, dont ils vont faire un cheval de Troie et un point d'appui de l'action catholique en pays protestant. Canisius en fournit l'outil sinon l'arme en livrant, de 1555 à 1558, en trois versions adaptées à trois âges différents, son fameux catéchisme, promis à un immense succès. Le collège de Vienne était d'abord placé directement sous Ignace de Loyola, puis à sa

⁹⁶ *Ibid.*, p. 133-134. On trouve des organisations analogues dans l'Allemagne rhénane.

⁹⁷ Dominique Julia, « La croissance de la Compagnie de Jésus au XVI^e siècle », dans *Ratio studiorum*, *op. cit.*, p. 44-69. L. Lukàcs, « De origine collegiorum externorum deque controversis circa eorum paupertatum obortis », *Archivum Historicum Societatis Iesu*, t. 29, 1960, p. 189-245, t. 31, 1961, p. 3-89.

⁹⁸ H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, *op. cit.*, p. 140. Bernhard Duhr, *Geschichte der Jesuiten in den Ländern deutscher Zunge*, t. I, Freiburg im Brîsgau, Herder, 1907, p. 24 sq., 45-53.

mort (1556) il a été attribué à la Province de Haute-Allemagne qui était dirigée par Canisius. Mais en 1563 se distingue la province d'Autriche qui comprend aussi Bohême, Lusace, Pologne, Slovaquie, Hongrie, Istrie, Frioul. 70 % des élèves hébergés au Convikt (réfectoire gratuit) de Vienne sont polonais dans ces années là. En 1575, se sépare la province de Pologne et, en 1622, celle de Bohême. Mais Vienne reste un point fort de l'ordre avec collège, maison profès et noviciat.

La diffusion de l'ordre dans les États patrimoniaux s'est faite ensuite en deux phases (cf. tableau). La première, jusqu'en 1573, se heurte d'abord à de puissantes positions protestantes et doit se contenter après Vienne des capitales du Tyrol (Innsbruck et son satellite Hall) et de la Styrie (Graz). La seconde vague de fondations commence au début du XVII^e siècle quand les mesures de Contre-Réforme ont déjà obtenu au moins un résultat apparent et alors que le souverain intervient avec toute sa puissance. Elles s'accrochent généralement à d'anciens bastions protestants ou à la frontière de régions mêlées confessionnellement. On les trouve inmanquablement là où les États nobles avaient créé leurs propres écoles, les *Landschaftschulen*, d'abord sous couvert d'académies nobles, qui étaient devenues en fait de véritables petits collèges protestants⁹⁹. De fait, celles-ci seront toutes contraintes à la fermeture peu après le début du XVII^e siècle (Linz la dernière en 1624), prises entre les difficultés matérielles et de recrutement et les mesures de restriction de plus en plus sévères des Habsbourg. Dans cette seconde période de leur installation, les jésuites se battent encore contre une forte résistance, parfois cependant avec l'aide d'une partie de la noblesse et de la bourgeoisie.

Les fondations de collèges jésuites en Autriche

| Ville | État, région | Première implantation | Création de l'école |
|-----------|----------------|-----------------------|---------------------|
| Vienne | Basse-Autriche | 1551 | 1553 |
| Innsbruck | Tyrol | 1562 | 1562 |
| Hall | Tyrol | 1569 | 1573 |
| Graz | Styrie | 1573 | 1573 |
| Linz | Haute-Autriche | 1600 | 1608 |

99 A. Seifert, « Das höhere Schulwesen... », art. cit., p. 300. H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 71-111. On les trouve à Linz, Vienne, Graz, Klagenfurt, Leoben. Celle de Graz était la plus importante par son niveau, touchant à l'université.

| | | | |
|-----------------|----------------|------|------|
| Klagenfurt | Carinthie | 1604 | 1604 |
| Leoben | Styrie | 1613 | 1620 |
| Krems | Basse-Autriche | 1616 | 1616 |
| Judenburg | Styrie | 1621 | 1621 |
| Steyr | Haute-Autriche | 1632 | 1632 |
| Wiener Neustadt | Basse-Autriche | 1645 | 1666 |
| Feldkirch | Vorarlberg | 1649 | 1649 |

210

Compte tenu de leurs visées et de leur efficacité, les jésuites provoquent une véritable psychose chez protestants. « Là où les compères ou la vermine passent, l'herbe ne repousse pas » dit un proverbe¹⁰⁰. Un pasteur du Waldviertel se voit recommander dans son acte d'ordination en 1598 « de se garder de l'horreur et de l'erreur jésuitique »¹⁰¹. À Graz, après un début d'épidémie, on les accuse d'avoir empoisonné les fontaines¹⁰², on leur attribue même la responsabilité du danger turc à la diète locale de Bruck an der Mur¹⁰³. Mais l'Église traditionnelle et les universités voient aussi avec méfiance l'arrivée des jésuites qui leur prennent des clients ou bouleversent les hiérarchies habituelles. L'archevêché de Salzbourg les a d'ailleurs soigneusement évités et leur a préféré les bénédictins pour animer ses collèges et son université (1622). Si, dans le Tyrol catholique, les difficultés à surmonter sont essentiellement d'ordre matériel, l'implantation ailleurs dans un contexte hostile vaut parfois les missions dans le nouveau monde. On prendra pour l'illustrer un exemple dans chacune des deux vagues de fondation : Graz et Klagenfurt.

Graz était un bastion protestant où s'illustrait une école des États (*Landschaftschule*) de bon niveau dont David Chytrae avait rédigé la constitution rénovée en 1574 et où enseignaient des professeurs de qualité,

100 « Denn wo die gesellen oder das Geschmeis hinkommt / da ist laub und gras verdorben », Richard Krebs, *Die politische Publizistik der Jesuiten und ihrer Gegner in den letzten Jahrzehnten vor Ausbruch des Dreißigjährigen Krieges*, Halle, Niemeyer, 1890, p. 45. H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 137-138

101 Josef Kallbrunner, « Eine Ordination im niederösterreichischen Waldviertel aus dem Jahre 1598 », *Jahrbuch der Gesellschaft für die Geschichte des Protestantismus in Österreich*, 65/66, 1944-1945, p. 67.

102 Richard Peinlich, *Geschichte des Gymnasiums in Graz. Zweite Periode. Collegium, Gymnasium und Universität unter den Jesuiten*, Jahresbericht des kaiserlichen königlichen Ober-Gymnasiums zu Graz, Graz s.n., [1869], p. 11-12.

103 R. Krebs, *Die politische Publizistik der Jesuiten...*, op. cit., p. 40-41.

tel le mathématicien et astronome Johannes Kepler de 1594 à 1600¹⁰⁴. Lorsque Charles II prit en 1564 le gouvernement de l'Autriche intérieure (Styrie, Carinthie, Carniole), il y avait à peine 200 catholiques à Graz. En 1570, il invita les jésuites à venir prêcher le Carême ce qui ne réussit pas si mal. Il obtint la fondation d'un collège en 1573, et le dota richement sur différents monastères. En 1578, tout le cursus était ouvert jusqu'à la Rhétorique. Le succès du collège était réel, mais trompeur sur son acceptation par son environnement immédiat. En fait, la majeure partie des élèves étaient, comme les enseignants, « importés », pour l'essentiel d'Italie et de Pologne. En 1580, il n'y aurait eu qu'un élève de Graz parmi l'effectif ! C'est que la population majoritairement protestante opposa d'abord une résistance massive. Le conseil municipal interdit en 1573 aux bourgeois d'héberger les élèves étrangers des jésuites et punissait le fait d'aller écouter les prédicateurs catholiques. L'imprimeur, sur instruction du pasteur protestant, se refusait à imprimer les programmes des leçons au motif « qu'il rejetait pour sa part la religion catholique et qu'il tenait tout pour suspect bien qu'il n'ait rien repéré de litigieux dans l'index »¹⁰⁵. Les États firent tout ce qui était en leur pouvoir pour obtenir le départ des pères jésuites, mais en vain. C'est en fait par l'étouffement progressif du système d'enseignement protestant par différentes interdictions du souverain que les jésuites réussirent à capter une population locale contrainte. Lorsque le rapport de force commença à s'inverser, ils n'hésitèrent pas non plus à aller chercher la confrontation, voire la provocation, en s'invitant dans les prêches ou les disputes publiques de l'école des États, prenant part aux débats et portant la contradiction. Désormais, c'étaient les protestants qui demandaient au souverain de les protéger et « de disposer gracieusement d'un ordre, afin que pour éviter désormais un tel désordre dans nos églises et nos écoles, nous puissions rester préservés de ces gens agités, de même nous ne leur occasionnerons pas le moindre désagrément (*molestiam*) dans leurs églises et écoles »¹⁰⁶. La fondation d'une université en 1585, également confiée aux jésuites, acheva de renforcer le dispositif. À la fin du XVI^e siècle, plus de 70 jésuites résidaient à Graz.

On peut trouver un deuxième exemple de confrontation à Klagenfurt, également en Autriche intérieure, représentatif de la seconde vague de

104 H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 79-80, 142-144. B. Duhr, *Geschichte der Jesuiten...*, op. cit., t. I, p. 163-169, II/1, 333-337. Ferdinand Tremel, *400 Jahre Akademisches Gymnasium in Graz 1573-1973*, Graz, Verlag des Akademischen Gymnasiums, 1973, p. 15-32.

105 Cité d'après H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 143.

106 Richard Peinlich, *Geschichte des Gymnasiums zu Graz*, Graz, Programm des Akademischen Gymnasium in Grätz, 1866, p. 37, n. 32.

fondations¹⁰⁷. Il montre que, bien que la domination du catholicisme soit désormais acquise dans les États patrimoniaux, l'implantation des jésuites reste toujours problématique et conflictuelle. L'archiduc Ferdinand aurait voulu fonder à Klagenfurt, sa résidence de Carinthie, un collège de l'ordre mais il manquait encore le financement de la fondation. Un prédicateur jésuite envoyé en éclaireur n'avait pas trouvé plus d'une douzaine d'auditeurs. Le collège fut finalement fondé en 1604 mais, faute de bâtiment disponible, il s'installa dans un hôpital construit aux frais de la bourgeoisie en 1578, délogeant ses occupants, ce qui provoqua naturellement l'indignation des États et de la bourgeoisie. La population se souleva contre cette confiscation, allant jeter des pierres de nuit dans les fenêtres. Un relogement de l'institution lésée n'apaisa que superficiellement l'hostilité des habitants, comme le montre l'événement suivant : en 1636, un incendie ravagea une partie du collège mais dévasta aussi un quartier de la ville. La foule, ivre de colère, mit à sac les bâtiments conventuels restants et les Pères durent fuir sous un déguisement. Ils revinrent une semaine plus tard pour reconstruire progressivement les bâtiments. Le collège était cependant pourtant déjà bien installé avec six classes depuis 1615 et environ 500 élèves, pris en charge par une vingtaine de Pères. Il constituait désormais le troisième collège d'Autriche après Vienne et Graz, mais il n'était toujours guère aimé par son environnement immédiat. Il fallut attendre au moins une génération pour que changent les attitudes.

Des difficultés analogues attendaient aussi les jésuites à Linz. L'Allemagne fut moins difficile à conquérir, sauf dans les villes d'Empire où les magistrats résistaient à donner à la parité une interprétation allant jusqu'à accepter un ordre aussi conquérant. Ainsi se déroulèrent des conflits du même type dans les années 1580 à Augsbourg, Ratisbonne, Spire ou Worms, où les jésuites n'arrivèrent à leurs fins qu'avec la protection menaçante de l'Empereur¹⁰⁸. Une fois installés cependant, on relève que la population a pu utiliser leurs services au-delà des divisions confessionnelles, en profitant de la gratuité et de la qualité de leur enseignement. Ceci nous amène à dire enfin un mot de ce qui nuance ce tableau d'un affrontement religieux par école interposée.

107 H. Engelbrecht, *Geschichte des Österreichischen Bildungswesens*, op. cit., p. 144-145. B. Duhr, *Geschichte den Jesuiten...*, op. cit., t. II/1, p. 340-345. Ludwig Hertling, *Die Jesuiten in Kärnten 1604-1773, 1859-1968*, Klagenfurt, Jesuitenkollegium, 1975.

108 A. Seifert, « Das höhere Schulwesen... », art. cit., p. 330.

QUAND L’AFFRONTEMENT N’EST PAS DE MISE :
NUANCES ET VARIATIONS APPORTÉES PAR LA NOUVELLE HISTORIOGRAPHIE DE
L’ÉDUCATION

La question du rapport de l’école à la religion dépend sans doute aussi de qui l’observe. Dans un colloque organisé par des historiens de l’éducation en 2002, à Bielefeld, sur l’enseignement et la pédagogie au XVI^e et XVII^e siècle, les organisateurs se plaignaient en introduction de l’instrumentalisation de l’histoire de l’enseignement par les historiens de la confessionnalisation¹⁰⁹. Il est de plus en plus admis, disaient-ils, que l’expansion du système de formation aux XVI^e et XVII^e siècles s’est accompagnée d’un processus de modernisation qui n’a pas concerné que les institutions. Mais ce faisant, la pédagogie et l’enseignement ont souvent été présentés en Allemagne comme simples instruments au service de la confessionnalisation ou de l’absolutisme en construction, sans finalité propre. Les organisateurs du colloque sont partis de cette aporie historiographique pour explorer les pistes et les sources qui rénovent la perception de cette première pédagogie moderne. Rudolf W. Keck y évoquait par exemple, dans une approche macro-historique, la naissance et l’évolution de l’enseignement catéchétique pour enfant depuis la *devotio moderna* jusqu’aux réformes protestantes et catholique. Une comparaison des plans d’étude et des méthodes pédagogiques du gymnase sturmien ou melanchthonien avec le système des jésuites révélait selon lui de fortes analogies de structures, au moins jusqu’à la fin du XVI^e siècle, ce qui le poussait à affirmer que la pédagogie a gardé une relative autonomie et n’a pas constitué de point de différenciation, au moins dans cette période de relative indétermination confessionnelle.

Ces historiens de l’enseignement, réunis notamment dans l’*Arbeitskreis Vormoderne Erziehungsgeschichte*, un groupe de recherche sur l’histoire de l’éducation avant les Lumières, ont mis ainsi en évidence un certain nombre de phénomènes qui viennent non pas infirmer, mais nuancer la thèse d’une confessionnalisation dominante dans l’institution scolaire. On peut les regrouper autour de trois thèmes : l’existence de situations de partage confessionnel, la place importante d’ordres moins combattants que les jésuites dans le système scolaire catholique, la tendance à la sécularisation et à l’autonomisation de certaines parties de l’enseignement.

109 Actes publié par Hans-Urich Musolff, Anja-Silvia Göing, *Anfänge und Grundlegungen moderner Pädagogik im 16. und 17. Jahrhundert*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2003.

Les situations de partage et d'opportunisme : l'exemple d'Erfurt

Les situations où cohabitent deux confessions sont les plus intéressantes pour interroger le rôle de l'école dans la coexistence ou l'affrontement des communautés. Malheureusement, elles n'ont guère été étudiées pour la période envisagée¹¹⁰, et encore moins dans leur dimension scolaire, parfois aussi faute de sources. Les quelques exceptions sont pourtant tout à fait instructives. Je citerai le cas de Regensburg et surtout d'Erfurt.

Regensburg (Ratisbonne) était une ville d'Empire luthérienne avec une minorité catholique. Elle était régie par les règles de parité édictées pour ce cas à la paix d'Augsbourg. En outre, comme elle était le lieu où se réunissait couramment la diète d'Empire à la fin du XVI^e siècle, jusqu'à devenir officiellement son siège permanent en 1663, cela impliquait la résidence de personnels de toutes provenances et donc de toutes confessions. Bettina Blessing a dressé un tableau de l'enseignement élémentaire et de la vie des maîtres d'écoles allemandes de cette ville d'Empire de la Réforme à 1750, avec cependant une prédilection pour la période après 1658¹¹¹. Ce système scolaire enregistre les rapports numériques entre les confessions dans la ville : la majorité luthérienne dispose de huit écoles de quartier (*Wachtschulen*) et de six écoles d'écriture et de calcul, essentielles au commerce, la minorité catholique seulement de trois écoles en 1658. On tire de l'examen du fonctionnement de l'ensemble le sentiment d'une grande analogie dans les pratiques au-delà des confessions. Comme leur système scolaire était moins développé, catholiques et calvinistes n'hésitaient pas à utiliser les écoles luthériennes quand cela servait leurs intérêts (proximité, qualité). Au total, il semble que l'école n'ait pas joué le rôle d'armature des conflits confessionnels qui, il est vrai, étaient de moins en moins de mise dans une ville destinée à accueillir les représentants de toute l'Allemagne.

L'étude sur Erfurt d'Andreas Lindner dans le colloque déjà mentionné est bien plus instructive¹¹². La ville se caractérise par un système scolaire

110 La thèse remarquable d'Étienne François, *La Frontière invisible. Protestants et catholiques à Augsbourg, 1648-1806* (soutenue à Strasbourg en 1986, et publiée sous le titre *Protestants et catholiques en Allemagne : identités et pluralisme, Augsbourg, 1648-1806*, Paris, Albin Michel), ne commence malheureusement qu'au moment où se termine le programme des concours.

111 B. Blessing, « Konzepte der Elementarbildung und die Lebenswelt der Lehrer deutscher Schulen. Das Regensburger Beispiel von der Reformation bis 1750 », dans A. Hanschmidt, H.-U. Musolff (dir.), *Elementarbildung und Berufsausbildung 1450-1750*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2005, p. 73-92.

112 A. Lindner, « Das bikonfessionnelle Schulwesen Erfurts im 16. und 17. Jahrhundert », dans H.-U. Musolff, A.-S. Göing (dir.), *Anfänge und Grundlegungen...*, op. cit., p. 32-51

biconfessionnel partagé entre une autorité municipale largement autonome, passée à la Réforme, et un souverain catholique lointain, le prince électeur et archevêque de Mayence. Après des débuts houleux marqués par les *Pfaffenstürme* et le brusque déclin de l'université, les différentes parties trouvent dans leur intérêt commun dès 1530 (traité d'Hammelburg) un terrain d'entente pour instaurer un système de parité, tel qu'il sera adopté à la paix d'Augsbourg dans certaines villes d'Empire. Symptomatiquement, le système scolaire n'y est pas évoqué, signe qu'il ne fait pas encore partie des points chauds du partage confessionnel. On part donc du *statu quo* qui laisse aux catholiques l'université et ses dépendances secondaires, soit deux écoles collégiales et un *Paedagogium*, collège supérieur servant de propédeutique à l'université, tandis que les protestants développent essentiellement un système d'écoles paroissiales. L'instauration d'un gymnase municipal en 1561 ne doit pas être interprétée comme une tentative de « protestantisation » de l'enseignement secondaire car elle avait été souhaitée initialement en 1559 par les différentes parties sur place, parmi lesquelles l'université qui cherchait élargir son vivier d'étudiants et à améliorer leur niveau à l'entrée à l'université. C'est l'archevêque de Mayence qui mit le holà à cette entente qui ressemblait trop à de la confusion des religions. Pour autant, le programme d'enseignement du gymnase municipal était avant tout humaniste et les rapports confessionnels dans le monde académique d'Erfurt restèrent, malgré l'échec de la coopération envisagée, très détendus. Des cinq premiers recteurs du gymnase, quatre ont eu au moins un temps des charges d'enseignement à l'université catholique, deux en étaient des anciens élèves. Trois revêtirent le décanat dans différents collèges ou à la faculté de philosophie. Anton Moker fut de 1587 à 1589 à la fois recteur de l'école municipale protestante et de l'université catholique, son successeur Henning Renneman a revêtu trois fois le rectorat de l'université et n'hésitait pas à dédier en 1604 un traité sur la langue latine à l'abbé du couvent Saint-Pierre d'Erfurt, un fils de cantor protestant converti au catholicisme pendant ses études. Même la direction du *Paedagogium* de l'université eut de 1594 à 1622 un recteur luthérien en même temps directeur de l'école paroissiale protestante de Saint-Michel.

Les rapports se tendent cependant avec l'arrivée des jésuites dans la ville. En 1580, l'évêque auxiliaire d'Erfurt reprit le plan, déjà envisagé dans les années 1560, de la fondation d'un collège jésuite mais se heurta au refus de Mayence. Ce n'est qu'en 1586 que les jésuites exercèrent une présence dans la durée à Erfurt, mais qui fut si difficile qu'ils songèrent se retirer en 1594. Ils restèrent cependant, obtinrent en 1601 le statut de résidence et portèrent ouvertement leur habit seulement à partir de 1604. En 1609, les

événements s'accélérent : le prince électeur de Saxe demande l'expulsion des jésuites de la ville, mais ceux-ci obtiennent un diplôme impérial de protection. La mise au ban de la ville de Donauwörth peu avant avait constitué un avertissement pour Erfurt qui laissa ouvrir le collège en 1611.

Cette imposition provocatrice entraîna en réaction une réforme du collège municipal protestant (1616) dans le sens d'une confessionnalisation plus affirmée. Mais ceci vient plus de la situation politique générale que de la volonté des acteurs sur place : on s'acheminait vers la guerre. Toutefois, à la suite des négociations de paix entre l'archevêque et la ville, il était laissé aux habitants depuis 1615 le libre choix de l'école, ce qui dans le contexte d'Erfurt signifiait en pratique que le conseil s'engageait à ne pas empêcher la scolarisation des protestants chez les jésuites. De fait, le collège comptait en 1616 une centaine d'élèves parmi lesquels aussi des évangéliques. Il faut dire que cet établissement était désormais le plus performant de la ville. La guerre bouleversa cependant ce nouvel équilibre : les jésuites furent expulsés de 1631 à 1635 et ne retrouvèrent pas ensuite le même niveau qu'auparavant, faute aussi de personnel enseignant.

Andreas Lindner analyse les conditions locales comme déterminantes : une biconfessionnalité fixée très précocement sur le plan politique et juridique, un rapport de dépendance très variable à l'électorat de Mayence et la situation fragile de l'université contrainte par ces deux aspects. Isolée dans un environnement où dominaient les bastions universitaires du protestantisme (Wittenberg, Iéna, Leipzig), manquant d'écoles secondaires catholiques pour l'alimenter, elle était contrainte de composer avec son environnement protestant. D'un autre côté, la prospérité de la ville dépendait aussi de la paix confessionnelle. Les autorités municipales refusaient donc de suivre la forme agressive que prenait le luthéranisme dans la Saxe électorale voisine vouée à l'orthodoxie et renvoyaient les pasteurs qui se révélaient trop radicaux. En 1572, le pasteur senior Andreas Poach se plaignait dans un discours funèbre qu'il ait dû quitter la ville après 22 ans de service à cause du mélange de la religion pratiquée à Erfurt où l'on voyait des ecclésiastiques évangéliques tenir procession avec des curés et les inviter à leur table. Il s'était opposé à la nomination de son collègue Johannes Gallus comme recteur de l'université car il refusait une telle coopération interconfessionnelle. Le renvoi de Poach fut finalement demandé par ses propres collègues.

L'histoire de la fondation du gymnase protestant montre, au rebours de certaines analyses précédentes que Lindner sait ici très bien démontrer, que le magistrat ne voulait pas au départ une école confessionnelle mais que

c'est l'intervention de Mayence qui l'a conduit à cela¹¹³. Les fondations des écoles jésuites et ursulines (1667) d'Erfurt ont eu lieu tardivement par rapport au concile et à la formation de ces deux ordres, parce qu'il était plus difficile d'en réunir les conditions dans cette lointaine enclave catholique en pays protestant. Mais ce retard s'accompagne d'une plus grande modernité de ces deux écoles, qui explique leur acceptation par la population protestante. En outre, le nombre de conversions des élèves fut faible, sinon cela aurait entraîné des réactions. Celles qui ont eu lieu n'étaient d'ailleurs pas présentées comme le résultat de l'influence de l'école. Certes, une conscience de soi confessionnelle s'exprimait des deux côtés, aussi dans le monde scolaire, mais les frontières restaient poreuses. Les écoles n'apparaissaient en aucun cas comme des ghettos ou des instruments de conflit confessionnel. Cela ne changea qu'avec la soumission de la ville au pouvoir direct de Mayence en 1664. La population en majorité protestante développa alors contre ce gouvernement et son Église un grand ressentiment. On trouve donc au XVIII^e siècle des exemples de conflits confessionnels comme il n'y en avait pas entre 1555 et 1664.

Il n'y a pas que les jésuites...

Les exemples autrichiens et dans une moindre mesure, celui d'Erfurt, montrent que l'introduction des jésuites dans le Saint-Empire s'est souvent accompagnée d'une aggravation des conflits confessionnels. Mais, il faut resituer ces cas dans l'ensemble du réseau scolaire : de même que l'Armée ne se résume pas aux commandos et à la Légion étrangère, de même il n'y a pas eu que les jésuites à porter l'enseignement catholique, y compris dans ses développements. De plus en plus d'études viennent réhabiliter ces autres institutions du système scolaire catholique et retoucher un tableau brossé par une historiographie de l'éducation jusqu'ici largement protestante ou issue directement de la Compagnie de Jésus¹¹⁴. On peut citer la réhabilitation par les travaux d'Anne Conrad, puis d'Andreas Rutz, du rôle des ordres enseignants féminins et des semi-religieuses qui en Rhénanie ont donné une certaine avance à la scolarisation des filles

113 C'était la thèse de l'historien de l'université d'Erfurt Erich Kleineidam (1905-1978), *Universitas Studii Erfordensis. Überblick über die Geschichte der Universität Erfurt*, t. 3: *Die Zeit der Reformation und Gegenreformation 1521-1632*, Erfurt, St. Benno Verlag, 1983, rééd. Erfurt, Hierana, 1997.

114 Ce qui l'incite aussi à privilégier ce qui dans le camp catholique constituait l'adversaire le plus coriace. Par ailleurs la centralisation et la cohérence de la Compagnie de Jésus facilitaient et donc attiraient les recherches. Enfin, les membres de l'Ordre n'ont pas été les derniers à promouvoir leur histoire et à contribuer indirectement à prendre toute la lumière et à laisser dans l'ombre leurs frères en religion issus d'autres organisations.

en milieu catholique à partir du XVII^e siècle¹¹⁵. Après avoir été en retard sur les régions protestantes, l'enseignement féminin catholique connaît un développement, par exemple dans l'évêché de Cologne et de Munster, avec l'arrivée à partir de 1620 de nouvelles congrégations sans équivalent évidemment dans le protestantisme.

Pour l'enseignement masculin, élémentaire ou secondaire, il faut citer le travail de Johannes Kistenich sur les ordres mendiants de la région rhénane et plus récemment sa synthèse dans un ouvrage collectif de Heinz Schilling et Stephan Ehrenpreis sur l'éducation entre confessionnalisation et sécularisation¹¹⁶. Se donnant pour cadre chronologique la période entre les grandes visites pastorales autour du concile de Trente et les réformes éclairées des années 1760, il reprend pour les interpréter globalement les acquis de plusieurs études régionales, dont les siennes sur l'action scolaire des ordres mendiants dans l'archevêché de Cologne. Celles-ci attestent d'une étonnante avancée de l'enseignement élémentaire catholique depuis la première moitié du XVII^e siècle, la guerre de Trente Ans ayant donné le signal d'une vague de fondations d'écoles. Kistenich remet en cause aussi l'idée bien ancrée jusqu'ici d'un quasi-monopole des jésuites sur l'enseignement savant des garçons. Il faut en fait affiner en fonction des régions : les jésuites dominent en effet dans les provinces orientales de la Prusse et en Silésie, en Autriche aussi, on l'a vu, mais ils sont devancés par

218

- 115 Anne Conrad, « Bildungschancen für Frauen und Mädchen im interkonfessionellen Vergleich », *Archiv für Reformationsgeschichte*, 95, 2004, p. 283-300 ; « 'Äußere Schulen' und Pensionate, Die Mädchenschulen der Ursulinen, Englischen Fräulein und Notre-Dame Schwestern im 17. und 18. Jahrhundert », *Rottenburger Jahrbuch für Kirchengeschichte*, 14, 1995, p. 25-35 ; « Die Kölner Ursullagesellschaft und ihr 'weltgeistlicher Stand'- eine weibliche Lebensform im Katholizismus der frühen Neuzeit », dans Wolfgang Reinhard et Heinz Schilling (dir.), *Die katholische Konfessionalisierung*, Gütersloh, Gütersloher Verlaghaus, 1995, p. 271-295. Anne Conrad, « Die weiblichen 'Devoten' als Instrumente der konfessionellen Erziehung in Frankreich und Deutschland », dans Heinz Schilling, Marie-Antoinette Gross (dir.), *Im Spannungsfeld von Staat und Kirche, « Minderheiten » und « Erziehung » im deutsch-französischen Gesellschaftsvergleich 16.-18. Jahrhundert*, Berlin, Duncker und Humboldt, 2003, p. 191-214. Andreas Rutz, « Semireligiosentum und elementare Mädchenbildung, Zur Unterrichtstätigkeit von Devotessen im frühneuzeitlichen Köln », dans A. Hanschmidt, H.-U. Musolff (dir.), *Elementarbildung..., op. cit.*, p. 247-264. Sa thèse, A. Rutz, *Bildung - Konfession - Geschlecht: religiöse Frauengemeinschaften und die katholische Mädchenbildung im Rheinland (16. - 18. Jahrhundert)*, Mainz, Von Zabern, 2006.
- 116 Johannes Kistenich, *Bettelmönche im öffentlichen Schulwesen: ein Handbuch für die Erzdiözese Köln 1600 bis 1850*, Köln, Böhlau, 2001. J. Kistenich, « Forschungsprobleme zum katholischen Schulwesen im Alten Reich zwischen Reformation und Aufklärung (ca 1530-1570) », dans Heinz Schilling, Stefan Ehrenpreis (dir.), *Erziehung und Schulwesen zwischen Konfessionalisierung und Säkularisierung. Forschungsperspektiven, europäische Fallbeispiele und Hilfsmittel*, Münster/New York/Munich/Berlin, Waxmann, 2003, p. 101-125.

les ordres mendiants dans le Nord-Ouest de l'Empire. Dans le Sud, ils sont en bonne position mais doivent aussi compter avec les ordres « de prélats » (chanoines réguliers de la Sainte-Croix, Prémontrés) ou bénédictins et cisterciens. La participation différenciée de ces ordres à l'œuvre scolaire est le résultat de la façon dont s'est déroulée la confessionnalisation dans la région et dépend des porteurs (*Träger*) à l'œuvre. Dans le cas des ordres mendiants, ceux-ci étaient plutôt constitués par les élites paroissiales et municipales et quelques mécènes privés, parfois par les fonctionnaires princiers locaux (*Amtleute*) et bien sûr par les provinciaux de l'ordre. Dans le cas des jésuites, c'est l'État princier qui apparaît comme l'initiateur du mouvement. Ces constatations réhabilitent une fois de plus le niveau local comme élément décisionnel important. Il est vraisemblable de supposer, dans la perspective de la confessionnalisation et des affrontements religieux, que les initiatives locales sont plus facilement acceptées que les décisions de pouvoirs lointains, surtout quand elles visent à imposer un corps étranger au pays. Enfin, si ces ordres sont aussi partie prenante à la Contre-Réforme, ils l'incarnent sans doute de façon moins triomphante et agressive que la Compagnie de Jésus, ou du moins c'est ainsi que les uns et les autres le perçoivent.

L'autonomisation et la sécularisation des institutions éducatives

Le groupe de travail sur l'histoire de l'éducation au début de l'époque moderne (*Arbeitskreis Vormoderne Erziehungsgeschichte*), dans un geste un peu provoquant, a convoqué un colloque en 2006 sur le thème de la sécularisation dans l'enseignement avant les Lumières¹¹⁷. Certes, un point d'interrogation dans le titre venait tempérer d'incertitude cette affirmation, mais la supposition même pouvait sembler iconoclaste après un quart de siècle de travaux sur la confessionnalisation et une tradition encore plus ancienne faisant des Lumières l'entrée dans la modernité rationnelle. Que l'on se rassure : ce colloque n'a pas tout renversé sur la table mais il contribue à nuancer le schéma dominant de la confessionnalisation. On n'en donnera pas ici le détail, d'autant plus qu'une partie des contributions concernaient la période après 1650, mais simplement quelques conclusions et deux ou trois exemples.

La première leçon, c'est qu'il y a bien eu des périodes et des éléments de sécularisation dans l'évolution de l'éducation avant les Lumières, parfois même assez tôt après la Réforme. C'est ainsi même que certains, tel

¹¹⁷ Hans-Ulrich Musolff, Juliane Jacobi, Jean-Luc Le Cam (dir.), *Säkularisierung vor der Aufklärung ? Bildung, Kirche und Religion 1500-1750*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2008, voir mon introduction (en français), p. 15-25.

Markus Wriedt, interprètent la première institutionnalisation contrainte de la Réforme (voir ci-dessous). Mais on peut aussi défendre l'idée que les premiers temps de l'affrontement religieux ont été finalement moins marqués par la confessionnalisation que les étapes suivantes, ce que montrent Serge Tomamichel pour le collège d'Anancy ou Christine Absmeier pour la Silésie¹¹⁸. Le colloque suggère par ailleurs qu'il n'y a aucune linéarité dans ce mouvement, les phases de sécularisation pouvant alterner avec des phases de confessionnalisation/rechristianisation. De ce point de vue l'irruption de la Réforme catholique puis plus tard du piétisme constituent indiscutablement des moments de retour en force du religieux dans l'éducation.

220

La seconde leçon est qu'on observe assez souvent des mouvements parallèles et contradictoires selon les types d'enseignements concernés : l'éducation primaire dans la plupart des cas, et celle des femmes en général¹¹⁹, est très largement et principalement orientée par la religion et contrôlée par l'Église, tandis que l'éducation supérieure aux humanités, et plus tard aux sciences nouvelles, trouve plus facilement des espaces d'autonomie et cherche dès le XVII^e siècle une différenciation fonctionnelle avec l'Église. C'est aussi à ce niveau que s'esquissent des qualifications nouvelles pour répondre aux besoins de l'État moderne et de la société.

C'est ce que, pour ma part, j'ai pu démontrer pour le Brunswick sur la base des archives de l'inspection générale¹²⁰. La réforme scolaire entreprise à la fin de la guerre de Trente Ans dans le duché de Brunswick-Wolfenbüttel par le duc Auguste le Jeune présente quatre éléments indéniables de sécularisation : la création d'une inspection générale des écoles (1648) relevant directement du duc et confiée à un laïc, professeur

118 S. Tomamichel, « Das Kolleg Anancy im 16. Jahrhundert. Eine säkulare Einrichtung im Jahrhundert der Reformation », dans *Säkularisierung vor der Aufklärung?...*, op. cit., p. 39-55. La communication de Chr. Absmeier n'a pu être livrée pour les actes, on attend l'achèvement de sa thèse en cours.

119 Juliane Jacobi, « Zwischen 'nötige Wissenschaften' und 'Gottesfurcht'. Protestantische Mädchenschule von der Reformation bis zum 18. Jahrhundert », dans *Säkularisierung vor der Aufklärung?...*, op. cit., p. 253-275. Voir, dans le même volume, Andreas Rütz, « Der Primat der Religion. Zur Entstehung und Entwicklung separater Mädchenschulen in den katholischen Territorien des Reiches im 17. Jahrhundert », p. 275-288. Pour resituer plus généralement le problème, voir Jean-Luc Le Cam, « L'éducation des filles en Allemagne à l'ère de la confessionnalisation (XVI^e-XVII^e) », dans *De l'instruction des filles dans l'Europe des XVI^e et XVII^e siècles*, dir. Francine Wild et Danielle Morali, Nancy, Université Nancy 2, 2006, p. 13-38.

120 Jean-Luc Le Cam, « Späthumanismus, "Helmstedter Konfessionalisierung" und Säkularisierung der Schule. Zur Genese der Reform von Schule und Schulaufsicht im Herzogtum Braunschweig-Wolfenbüttel nach dem 30jährigen Krieg », dans *Säkularisierung vor der Aufklärung?...*, op. cit., p. 77-102. Voir sinon J.-L. Le Cam, *La Politique scolaire*, op. cit.

de rhétorique ; la dissolution des écoles claustrales rurales, vestiges de la Réforme, au bénéfice de la revalorisation salariale des maîtres d'écoles urbaines (proposée dès 1636, appliquée à partir de 1646, systématisée dans une ordonnance en 1655) ; l'émergence progressive à la tête des principales écoles urbaines d'un corps enseignant se professionnalisant et n'aspirant plus à une carrière ultérieure dans le pastorat ; enfin l'autonomisation des savoirs et la sécularisation des contenus dans la lignée d'une restauration de l'humanisme contre les modes pédagogiques du ramisme ou du comenianisme. Les facteurs expliquant cette politique plutôt originale en Allemagne à l'époque sont à chercher dans la position dominante d'un courant humaniste et iréniste à l'université d'Helmstedt, notamment autour de Georg Calixt. Il s'exprime dans divers avis remis au prince par l'université sur la réforme de l'école, que l'on peut résumer comme une recherche de différenciation fonctionnelle et d'autonomie du monde scolaire savant vis-à-vis de l'Église. Ce mouvement a rencontré, outre la sympathie d'un souverain érudit porté au césaropapisme, un courant favorable à la soumission de l'Église au nom de la doctrine de la raison d'État. Cette réforme ne s'est pas déroulée sans résistance comme le montre la querelle autour de la réquisition des moyens des monastères et de la fermeture des écoles claustrales, qui aboutit à un violent affrontement entre le chancelier et le directeur du Consistoire en 1655, et à un recul du pouvoir sur certaines de ces dispositions. La sécularisation est ici à la fois un produit idéologique (hérité du philippisme et de l'irénisme) et une adaptation pragmatique aux nécessités de la modernisation du système scolaire dans le contexte de la reconstruction après guerre. La disparition progressive de ces éléments du contexte a donc pu entraîner par la suite des retours en arrière, par exemple le retour momentané de l'inspection générale à des théologiens.

Enfin la troisième leçon est que le résultat n'est pas forcément conforme aux intentions des acteurs. On a noté plus d'une fois des cas de sécularisation involontaire procédant d'une recherche d'efficacité ou de modernité au service du renforcement de la religion ou de la rechristianisation. Markus Wriedt analyse ainsi le mouvement de modernisation consécutif à l'implantation de la Réforme luthérienne dans l'école et l'université de Wittenberg comme une « sécularisation involontaire » selon un processus dialectique¹²¹. La Réforme, mouvement initialement conservateur voulant restaurer l'Église apostolique idéalisée en se fondant sur la seule autorité

121 M. Wriedt, « Säkularisierung wider Willen. Der säkularisierende Modernisierungsschub infolge der reformatorischen Schul- und Universitätsreform », dans *Säkularisierung vor der Aufklärung?...*, op. cit., p. 57-76.

de l'Écriture, s'est dans la pratique très vite sentie obligée de recourir à d'autres autorités, telles l'histoire et le droit, pour mener ses combats contre le catholicisme et les autres interprétations de l'évangélisme. La remise en cause, en parallèle, du monopole ecclésiastique sur l'éducation au profit des parents puis, devant la carence de ceux-ci, des autorités temporelles, de même que le recours aux biens et aux ressources des monastères pour financer le système scolaire ont constitué également un pas – non voulu – vers la sécularisation. L'organisation de ce système selon des principes souvent plus juridiques que théologiques et son adaptation aux besoins de l'administration et de la société civile ont eu pour conséquences de le détourner de sa légitimation théologique initiale et d'affaiblir sa dimension religieuse. D'où peut-être le proverbe qui dit que « l'enfer est pavé de bonnes intentions ».

222

Il n'est pas question de remettre en cause les quatre thèses précédentes, mais de les nuancer. Si l'université a bien été le cadre initial de l'affrontement religieux et lui a fourni un certain nombre de munitions, si les autorités civiles et religieuses ont bien eu conscience de l'importance de l'éducation pour défendre leur conception de la religion, si, de fait, les institutions scolaires et universitaires ont été profondément bouleversées puis réformées, notamment dans le cadre de l'État territorial confessionnel, en même temps ces nouvelles formes scolaires, dès lors qu'elles ont vécu, ont développé des tendances à l'autonomie, ne se sont pas cantonnées à ce à quoi on voulait peut-être les réduire et enfin n'ont pas été utilisées par les acteurs dans le seul sens d'une confessionnalisation.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|-------------------|---|
| Préface | |
| Lucien Bély | 7 |

PREMIÈRE PARTIE

Approches historiographiques

| | |
|--|----|
| Les réformés français au cœur des conflits religieux (vers 1550-1659) | |
| Hugues Daussy | 13 |
| Les affrontements religieux en Angleterre et dans les îles Britanniques dans la première moitié du XVII ^e siècle | |
| François-Joseph Ruggiu | 31 |

DEUXIÈME PARTIE

Faire la guerre, faire la paix

| | |
|--|-----|
| « Reconcilier les cœurs des subjects cy-devant divisez » : les commissaires des édits de pacification au temps des premières guerres de religion | |
| Jérémie Foa | 61 |
| Affrontements religieux, révoltes et guerres civiles. Formes et moyens d'une société divisée (XVI ^e -XVII ^e siècles) | |
| Pierre-Jean Souriac | 89 |
| Affrontements religieux, fractures politiques dans les provinces méridionales des Pays-Bas espagnols (1521-1579) | |
| Alain Lottin | 115 |
| Clercs de cour et clercs d'État dans les affrontements religieux européens (1500-1650) | |
| Benoist Pierre | 141 |

Les affrontements dans le Saint-Empire

| | | |
|-----|--|-----|
| | Les conflits confessionnels autour des espaces urbains dans l'Empire au xvi ^e siècle | |
| | Naïma Ghermani | 165 |
| | École, université et affrontements religieux dans le Saint-Empire | |
| | Jean-Luc Le Cam | 175 |
| | L'invention de la coexistence confessionnelle dans le Saint-Empire (1555-1648) | |
| 246 | Christophe Duhamelle | 223 |
| | Table des matières..... | 245 |